

M 1692 302 6F

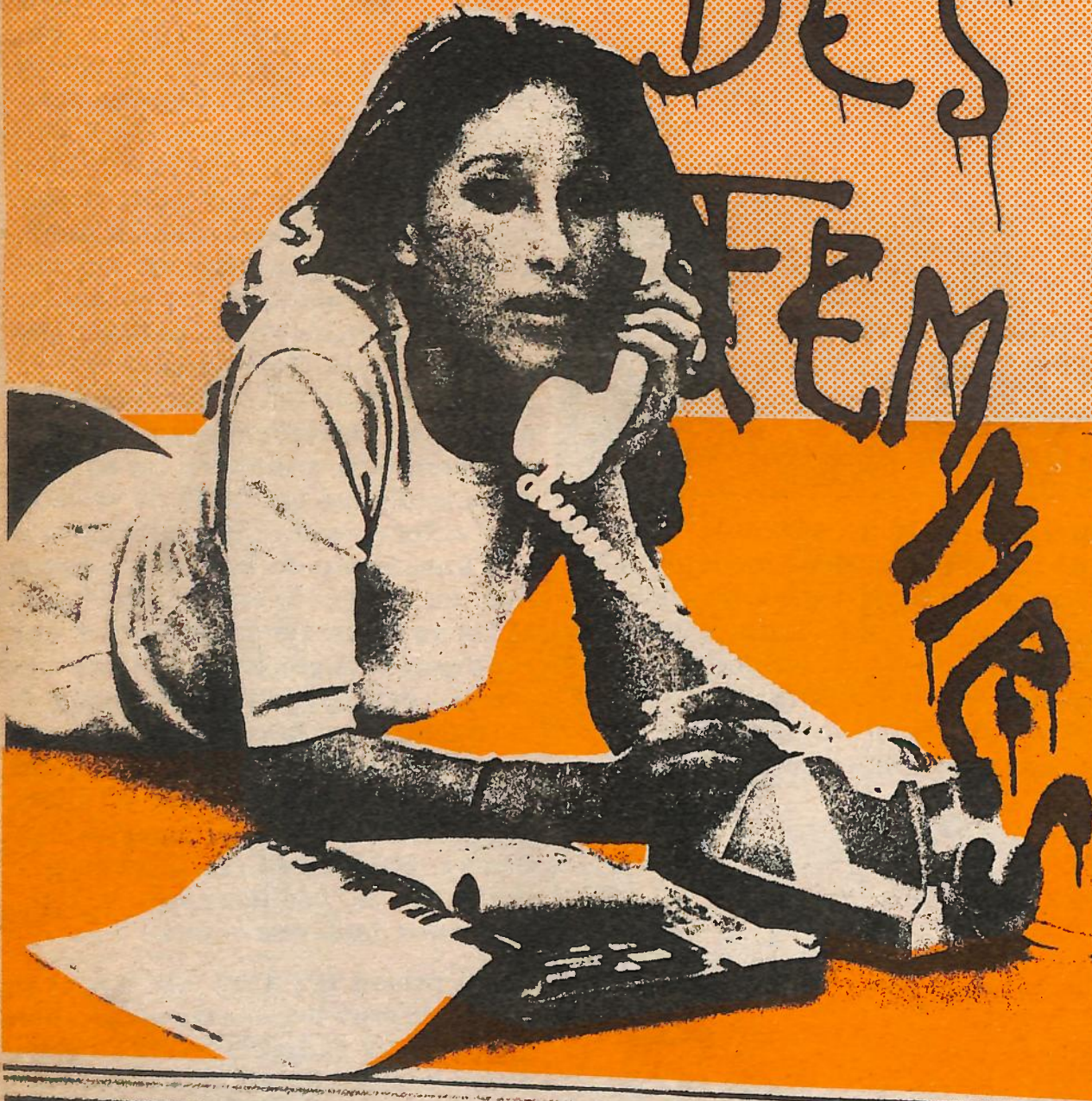
La Gueule Ouverte

N° 302 5 Mars 1980 France 6F Suisse 2,50FS Belgique 47 FB

La Déroute

U: faites vos courses à plat ventre

GREVE DES FEMMES



Congrès du RAT
GIVAUDAN:
emploi-pollution p.2

902

BRE
BASTI
2-
QUAI DE
GARE D'OR
ST MAR
CAMPO
PLACE

8 MARS
Journée
internationale
des
femmes

MARQUE
MARCHÉ
ET
GRÈVE

Grève des femmes; manif à Paris; appel des femmes immigrées : voir P. 11. 12. 13. 14.

Photo C. Deudon.

SECTEUR SPECIAL D'EFFONDREMENT

La police a assassiné Mesrine qui avait réussi à arracher sa liberté. Taleb Hadjadj s'est assassiné tout seul, magistralement aidé dans cette tâche par ses conditions de détention. Il s'est suicidé en prison à 25 ans, après 5 années passées en Quartier de Haute Sécurité, en mitard ou en quartier d'isolement. Après 5 années de lutte folle et désespérée, souvent isolé parce qu'il le voulait bien, spécialiste qu'il était devenu du non-espoir et du refus d'une aide morale facile ou à côté de la plaque ; 5 années pendant lesquelles l'administration pénitentiaire avait réussi à faire de lui le plus révolté des taulards, en l'enfermant et le trimbalant dans tous les QHS de France.

Hadjadj n'était pas Mesrine. Il n'était pas un cow-boy héros des foules, flatteur, hableur et grande gueule. Tous deux avaient pourtant enclenché en 1977, à la prison de la Santé, une grève de la faim collective contre les QHS, avec Besse et Debrille. Les prisonniers avaient suivi par centaines, et leur appel avait été repris par des magistrats, des avocats, des professionnels de la prison, des journalistes, par le CAP, qui débutait ainsi sa campagne contre ces mouiroirs dans la prison, campagne alimentée ensuite par les interventions spectaculaires de Mesrine évadé. Depuis Hadjadj a continué à hurler son refus d'une vie limitée à la mort lente de la prison, son refus d'une vie en pourrissement



dessin de LEM

perpétuel. Il ne se voulait pas le héraut d'une quelconque lutte politique contre la prison ou un aspect de celle-ci; il étendait simplement sa révolte à la vie tout entière. La prison et les QHS l'achevaient, tout simplement, sans qu'il accepte aucune compromission pour en sortir.

La Gueule Ouverte

SARL Editions Paiatras au capital de 2100F.
Administration : 163 rue du Chevaleret,
75 013 Paris,
tél.: 586 29 14.

Directrice de la publication : Danielle Fournier.
N° de commission paritaire : 53 257
Distribution NMPP.
Imprimerie : Courrier de l'Ain, 01, Bourg.
Abonnement un an 200 à 300F,
six mois 100 à 150F.

Car on sort des QHS, quand on ne choisit pas d'y mourir. On en sort comme on finit un jour par être libéré de prison, en attendant que la condamnation à une «vraie» perpétuité ait fini par remplacer la peine de mort. En fait, cette appellation de QHS n'est que l'officialisation par la Justice d'un régime de détention qui existe depuis toujours. Cette reconnaissance publique de la sur-prison n'avait fait que précéder l'instauration des «peines de sureté», affreuses condamnations sans espoir, votées l'an dernier par le parlement dans l'indifférence à peu près totale. De reconnaissance du pire en reconnaissance du pire, on en vient à une évolution graduelle du système de l'enfermement bien fait, qui n'a rien à envier aux techniques de pointe dont on fait grand cas en Allemagne. C'est un polissage bien léché d'une politique fort générale de frein aux libertés, de dégradation continue de vie quotidienne. C'est un pas de plus vers un enfermement social incensé dont nous vivons la mise en place progressive, vote de loi après vote de décret, espace judiciaire européen après espace pénitentiaire français, répression après répression.

La prison n'est qu'un aspect de notre vie peut-être encore un peu libre qui se barre en petits morceaux. Des types comme Taleb, qui craquent à bout de courage pour lutter, il y en a des milliers. Lui se trouvait dans un secteur spécial d'effondrement. Faudra-t-il attendre que ça s'effondre de tous les côtés pour réagir efficacement ? Et si au moins on savait de quelle façon réagir !

Hélène Crié

Sommaire

P. 3-4-5 Une bête qui a pour nom Glvaudan.

P. 5-6-7 La technocratie et la crise.

P. 8 Le casse-dale du colonel. Un syndicat pour les lycéens.

P. 9 Calumed, premiers bilans.

P. 10 Terre Nouvelle 80.

P. 11-12-13-14 Journée du 8 mars, femmes en grève.

P. 15 Plogoff, le point de non-retour. Sous alimentation.

P. 16 OP 20, on y revient. Ordonnance.

P. 17 Affaire Lagniez.

P. 18 Feuilleton : les aventures de Mec et Nana.

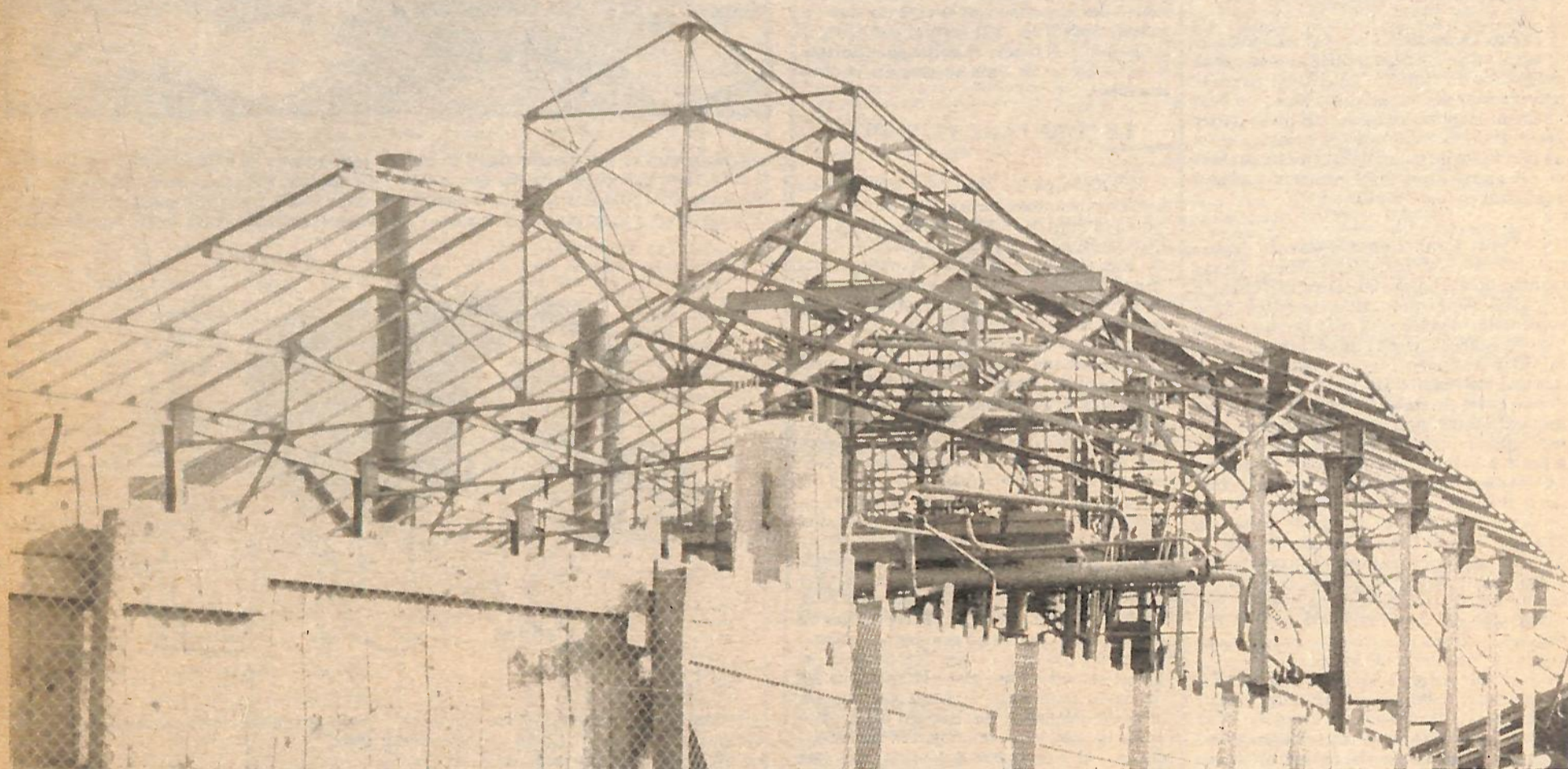
P. 19 Courrier.

P. 20-21 Terrain.

P. 22 Les murs ont des oreilles.

P. 23 A l'aise dans mes santiagos.

une bête qui a pour nom GIVAUDAN



Une rencontre à Lyon avec des lecteurs de la GO ; un tour rapide sur les axes particuliers de lutte dans la ville et deux représentants d'une association pour la qualité de la vie dans le 8ème arrondissement (1) qui prennent la parole. «**SEVESO, le talc MORHANGE, vous vous souvenez ? c'est GIVAUDAN.**» Puis ils déploient une argumentation précise, minutieuse sur des notions de travail, de sécurité, d'utilité d'un produit fabriqué, de secrets administratifs. Ils démontrent qu'ils se sentent propriétaires de leur environnement, qu'ils ont une passion pour la vie de leur quartier et ils font appel à tous ceux que cela intéresse pour venir se rendre compte par eux-mêmes. C'était plus qu'il n'en fallait pour me donner envie d'y aller. Contacts pris, rendez-vous fixés, je partais voir cette «Bête, transpirant par tous ses pores des odeurs nauséabondes».

Arrivé dans le quartier dit des Etats unis, où se trouve cette entreprise ma première vision est un curieux mélange d'architecture fait de maisonnettes et de blocs de béton portant le doux nom de cité ; tout ceci agrémenté de petites rues et de grandes artères, d'établissements scolaires fabriqués avec toutes sortes de matériaux et de parkings pour automobiles en mal de places. Un quartier comme il en existe tant d'autres et qui a suivi avec beaucoup de bonheur les grands moments des transformations immobilières. Mais point d'usine, du moins telles que je me les imagine. Renseignements pris, en fait, je me trouve devant. Une superficie de deux hectares et demi complètement intégrée noyée dans les habitations collectives, entourée de murs et de palissades sur lesquels sont fixés de grands panneaux publicitaires vantant les charmes de la société de consommation et dont un particulièrement, agiche l'autochtone pour qu'il possède la dernière merveille de chalet, livré clez en main, le tout pour un modeste crédit de... L'entrepreneur s'arrangera pour fournir neige et soleil à la discrétion du demandeur. Et Oui.

Je n'ai pas mis longtemps à m'apercevoir qu'il y a en plus de cet environnement quelque chose d'autre dans l'air, de légèrement troublant qui me prend les narines ; c'est une odeur doucâtre, une sorte de mélange de boutique d'esthétique et de laboratoire d'analyses médicales, difficilement reconnaissable, mais bien présente. L'usine se présente comme une suite de hangars et d'entrepôts, d'où se dégagent quelques fumées blanches, avec des parcs où trônent des dizaines de fûts et de cuves.

«**Où allez-vous ?**» me demande un gardien. Je lui réponds que j'aimerais, faire un petit tour dans l'entreprise. Il m'explique, alors qu'il a des ordres stricts et qu'il lui faut demander l'autorisation à la direction. Nous nous dirigeons vers son poste de garde où il téléphone. Après quelques palabres, il me passe directement la communication avec les bureaux. Au bout du quatrième interlocuteur qui s'avère être le directeur, il me déclare : «**Vous comprenez, monsieur, nous sommes soumis à des règles de hiérarchie, je ne peux donc vous donner l'autorisation de visiter l'usine.**»

Je rencontre Gilbert Gibar, président de l'association pour la qualité de la vie (1) et trésorier de la section SGEN-CFDT du lycée Louis Lumière. A peine s'est-on serré la main qu'il me dit : «**Tu sens ? Eh bien c'est tous les jours comme ça, et encore aujourd'hui tu as de la chance, on n'a pas un mauvais vent.**» Et c'est le long récit des différentes interventions individuelles ou collectives entreprises par des riverains contre les nuisances émanant de Givaudan. «**Depuis plus de 10 ans, nous sommes nombreux dans le quartier à nous interroger sur les activités de cette usine. A chaque fois on nous répond que toutes les mesures sont prises, que c'est un problème de compétence. Il faut dire que la loi du silence imposée par la direction, le désordre du stockage et l'aspect extérieur des bâtiments, signe du mépris peu commun pour l'environnement, étaient suffisants pour inspirer les pires craintes aux occupants des maisons. Jusqu'à cet accident du 29 juin 1979 à 6h du matin.**»

L'APOCALYPSE

Ça été terrible. La presse n'a pas assez souligné la formidable puissance de la déflagration. Un toit entier s'est envolé à la verticale, sans qu'il reste un centimètre carré. Il y eut des fers dressés vers le ciel comme une pelote d'épingles, un mur et des effets lointains à plusieurs centaines de mètres. A quatre cent mètres de distance, de gros batiments ont été ébranlés de telle façon que les terrasses se sont fissurées et des parties d'appartements du dernier étage ont été rendues inutilisables par d'importantes infiltrations d'eau. Bilan : 1 mort et 12 blessés, dont 3 grièvement ; Mais combien de morts et de blessés aurait-il fallu déplorer, dans l'usine aux bureaux dévastés et dans les cours des résidences si l'explosion s'était produite deux heures plus tard ?

Toutes les personnes que j'ai rencontré ici m'ont signalé les dégâts occasionnés par la puissance du sinistre. Ceci s'est passé le premier jour des vacances scolaires, on peut aisément imaginer ce qui aurait pu se passer 24h plus tôt quand on sait qu'il existe dans un périmètre de moins de 500 mètres autour de Givaudan trois établissements scolaires comptant en tout 3500 élèves.

Le lycée Louis Lumière ouvert depuis octobre 60, où travaille Gilbert Gibar comme prof d'allemand, accueille quant à lui 1300 élèves dont 80% de filles. Une soixantaine d'entre elles sont pensionnaires et sont logées à moins de 30 mètres de la fabrique Givaudan/France. «Il se dégage une odeur continuelle qui quelquefois nous donne envie de vomir, et puis la nuit, c'est un ronflement incessant de machines plus des camions qui font le va et vient. On en a parlé à la rentrée de septembre et parfois on l'évoque au conseil d'établissement mais on a d'autres problèmes». Elles n'ont qu'une envie, c'est de quitter le bahut, la ville car, «ici, à Lyon, c'est pas le pied !» L'année dernière, elles ont fait grève pendant une douzaine de jours pour revendiquer la suppression des colles et la libre sortie après les cours, ce qu'elles ont obtenues. Dans les discussions que nous avons eu, une demande sans cesse revenait, celle d'un «Mieux vivre». Les grands événements politiques suscitent des débats passionnés, le féminisme par exemple, mais «cela n'empêche pas nos problèmes personnels de nous étouffer» me dit l'une d'elle.

Le censeur de l'établissement me fait l'inventaire des dégâts : 32 vitres cassées, les parois de la piscine fissurées par des ondes choc. Elle insiste sur «les nuées de couleurs variées, blanches grises, on ne sait pas ce qui sort», et rappelle ses multiples interventions téléphoniques pour signaler ces nuisances. Ici tout le monde est unanime : des élèves à la direction, en passant par le personnel d'entretien. Ils approuvent l'association des riverains dans leur demande de transfert de l'établissement dans une zone appropriée.

C'est un scandale d'avoir construit un établissement scolaire si près d'une usine dangereuse» m'explique un agent de service, membre de la CGT. Quand je lui demande sa position face aux chantages à l'emploi orchestrés, entre autre, par la direction de Givaudan, il me répond : «C'est de la blague : il y a effectivement des gars qui ont acheté des appartements à côté du lieu de travail, mais il ne faut surtout pas céder à ces menaces. Il faudra se battre pour obtenir le reclassement de tous les ouvriers et c'est possible».

LE CHANTAGE A L'EMPLOI

Le chantage à l'emploi, beaucoup de parties prenantes s'en servent, de la direction à la mairie et la préfecture jusqu'au PCF du 8ème et de la section CGT de l'usine. Dans un tract distribué la veille de ma visite, dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier, tract intitulé «Pour un environnement humain», il y est dit : «l'existence et l'activité du PCF et de la CGT aurait sans nul doute permis que les conditions de travail et de sécurité soient meilleures, le personnel mieux informé ; des nécessités : faire naître le PCF à l'entreprise, renforcer la CGT et que la population agisse avec les salariés.» Qui oserait en douter ?

J'ai rencontré des employés de l'usine au seul et unique café situé à côté de Givaudan et j'ai entamé la conversation avec trois d'entre eux. «T'es journaliste ? On se méfie un peu de vous en ce moment» me dit un jeune ouvrier avec un petit sourire au bout des lèvres. «C'est vrai que depuis le mois de juillet dernier, on vit un peu dans la crainte. On ne sait pas trop ce que l'on manipule et on est quand même plus sérieux avec les consignes de sécurité. Il paraît que tous les produits dangereux ont disparu de la boîte mais, tu sais, tous ces fûts, ces transvasements... et puis ça pue drôlement, dire que c'est pour des parfums...» Cette dernière

L. Givaudan et Cie dont le siège se trouve à Genève a été fondé en 1895. Elle est spécialisée dans la distillation des essences de parfum, naturel ou synthétique ceci pour des produits de cosmétiques ou chimiques, notamment pour aromatiser des aliments. La compagnie emploie, à travers le monde, environ 3500 personnes. Givaudan France est une filiale du groupe Hoffman-Larroche premier groupe pharmaceutique mondial qui a réalisé un chiffre d'affaire de 13 milliards de F. en 1977. Ce trust, dont la direction se trouve à Bâle, contrôle des usines sur les cinq continents et emploie actuellement 40.000 salariés.

Givaudan France est tristement célèbre pour sa participation dans la fabrication de l'Hexachlorophène, produit responsable de la mort de 33 bébé dans ce qui est devenu l'affaire du talc Morhange. Le tribunal de grande instance de Pontoise avait condamné le 11 février dernier, Mr Hubert Flahaut, directeur de l'entreprise à 18 mois avec sursis et avait précisé dans ses attendus que «la société Givaudan a diffusé des informations incomplètes tronquées et périmées sur la nature du produit fabriqué et rassuré ainsi abusivement sa clientèle (les sociétés Setico et Morhange)».



D.R.

réflexion entraîne une franche rigolade dans le café. Ça se calme très vite dès que je leur demande leurs positions face aux demandes de transfert de l'usine par les riverains. J'ai

nous est mort le 29 juin, cela peut revenir Givaudan, c'est une sacrée saloperie. Ces ouvriers savent que les riverains sont complètement remontés contre l'usine mais ils disent :



l'impression que personne n'ose répondre sauf un qui annonce carrément que «ce n'est pas un déplacement de zone qu'il lui faut, mais sa disparition complète. L'un d'entre

On les comprend, nous, on n'est pas responsable.

OU SONT LES RESPONSABLES

Le procès de la responsabilité, l'association a commencé à le faire dès la date de sa création, le 3 juillet 1979. Sur la question de responsabilité, on lui rétorque compétence. «La hiérarchie, ici comme ailleurs, est bien présente m'explique Gilbert Gibar. Tout ce monde d'organismes, de spécialistes est difficile à joindre. C'est en plus ces gens là qui décident pour les autres. La commission d'enquête populaire mise en place dès l'accident afin de connaître les causes réelles de la catastrophe et les agissements de cette usine n'arrête pas de se heurter à des noeuds administratifs, des codes, des législations nationales et internationales. C'est un véritable cannevas de directoires. Chacun y va de sa compétence et ne veut surtout pas se mêler d'une autre. Nous là-dedans, on n'est pas grand chose.»

Pour s'en rendre compte, il suffit de lire le mensuel d'information municipale du mois de Février «Vivre à Lyon», ainsi que les nombreuses correspondances échangées par les différentes instances impliquées autour du Givaudan. Le maire, Mr Francis Colomb, se voit soumis à des réglementations et à des prescriptions «à caractère permanent». Il en est fort désolé mais il s'empresse d'ajouter que dans les cas des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, la loi est formelle (19 juillet 1976) : «l'exercice des pouvoirs de police ne relève que du préfet» (confirmé à plusieurs reprises par le conseil d'Etat). Son intervention pour régler une installation classée serait donc illégale et constituerait un abus de pouvoir.

Le préfet, Mr Olivier Philips, répète lui aussi les simples limites de sa compétences :

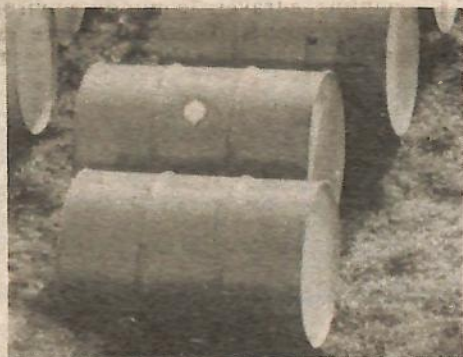


«L'usine est là, bien présente...»

c'est à dire les mesures prises pour les petits sinistres. (et les autres ?). En cas de En cas de problèmes de remboursement, les sinistres peuvent se retourner contre Givaudan/France. (Merci pour eux). Mr Philips rappelle que dans les établissements industriels, il existe des installations qui sont soumises à autorisation et d'autres non, mais que l'usine a le droit de fonctionner avec des installations non soumises à la réglementation.

Après la compétence, voilà le chapitre sur le chantage à l'emploi. Tout en tenant compte de la «sensibilisation du voisinage», il indique que les syndicats CGC, CGT et CFDT lui auraient fait parvenir une lettre pour attirer son attention sur «le caractère un peu passionnel, extrême des organisations du quartier». Les syndicats estimeraient «qu'une psychose de la chimie s'est développée chez les habitants même les moins touchés et qu'il convient que l'administration prenne les mesures nécessaires pour assurer la sécurité sans mettre en danger l'emploi des salariés». «Faux, répond Gilbert Gibar, la CFDT n'existait pas dans l'usine à cette époque et de plus, nous avons quelques membres de la CGT dans l'association qui déclarent ne pas être au courant de ceci.»

longue mais elle se donnera tous les moyens, «même l'action directe déclare un de ces membres, garagiste de son état, pour vaincre. Ses demandes sont précises : l'association exige le transfert de l'usine en zone industrielle, la garantie de l'emploi pour tous les salariés, l'indemnisation des sinistres, le contrôle de l'équipement du



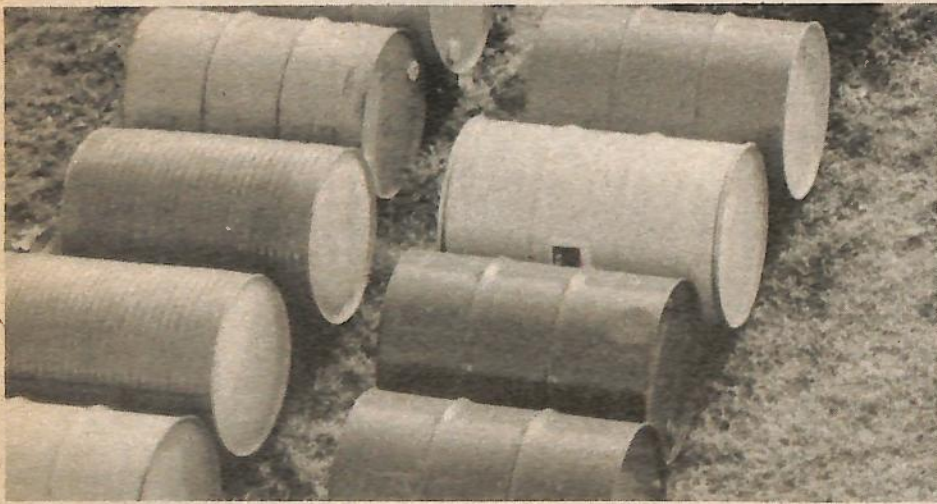
terrain laissé libre, et des représentants de la population dans les organes de contrôle des établissements classés.» L'association se sent forte de la confiance de la quasi totalité des habitants du quartier et est actuellement soutenue par la section CFDT du 8ème ar. de Lyon, le PSU, et les groupes écologistes.



Quant aux demandes de transfert, le préfet ajoute que ce n'est pas de son ressort. Mr René Caille, député RPR, sur cette question indique dans une lettre du 1er octobre 1979 : inquiétudes du personnel, problème des capitaux étrangers, mais promet qu'une étude de transfert sera engagée.

Les exemples sont flagrants. A chaque fois qu'il se produit quelque chose, nos

Les membres de l'association pour la qualité de la vie du 8ème veulent être maître de leur environnement, de leurs habitations et se sentent le droit de revendiquer «une autre vie, dans un autre cadre». Ils lancent, pour l'instant, une opération de révision du calcul du montant de leurs impôts locaux, en regard des préjudices causés par Givaudan/France, tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction.



hommes politiques ont tendance à répéter leurs limites. Givaudan/France, pendant ce temps, peut être tranquille ; lui, il est directement soumis aux ordres de sa direction suisse. Hiérarchie, responsabilité, compétence : voici les maîtres mots de l'expansion politico-industrielle. L'association, elle, a bon moral. Forte de l'adhésion de 150 familles représentant environ 400 personnes elle continue à monder les différents services de rapports et de contre-expertises. Elle sait qu'elle a engagé une lutte qui peut être

Pour dire tout cela, ils appellent tous les habitants à un rassemblement le 15 mars 1980, à 11 heures, devant l'entrée de l'usine, 62, rue Paul Cazeneuve 69008. Affaire à suivre.

DENIS DANGAIX

(1) Association pour la qualité de la vie 8ème. Siège social : Maison des jeunes des Etats-Unis, 101 Bd des Etats-Unis 69008 Lyon. CCP 740193.

LA TECHNO CRATIE ET LA CRISE



Le projet d'Urbain, Vilain et Watson (nos compagnons de route de ces dernières semaines) est vaste : «il s'agit de retirer aux mots et aux images leur charge de désir et de séduction, bref de désaliéner, afin que la matière des démarches et la signification des actes, la logique où s'inscrivent les comportements soient analysées». Appliqué au mouvement écologique, cette méthode donne des résultats qui ont du surprendre plus d'un : un parallèle apparaît entre le fonctionnement des organisations écolos et celui des partis, entre la démarche des écolos et celle des technocrates. L'actualité en fournit un exemple qui voit des groupes incapables de contrôler l'expression médiatisée de leur mouvement. La diffusion des plans Alter régionaux en constitue un autre exemple avec la redescente (sous forme de directives voilées) d'un projet dont la logique n'est pas questionnée.

Seconde étape de nos trois analystes : l'information. Seul le sommet possède une information de haut niveau que les données venant de la base ont permis d'élaborer. Celle-ci, une fois traitée, redescend sous forme de directives dont on ne peut plus contester le bien-fondé. Le parasitage de l'information engendré par ce processus n'est pas un fait naturel (analogue à la diminution de l'entropie en physique) : c'est le résultat des compromis et des rapports de force d'un niveau supérieur qui ne donne qu'un résultat brut. L'exigence démocratique, en la matière, exige donc un recouplement de l'information (qui ne peut être efficace que dans un processus collectif) qui permet de cerner l'état des compromis et donc d'analyser la réalité.

Troisième étape : le développement des groupes de pression. Urbain, Vilain et Watson ont ici recours à l'interprétation psychanalytique : les conflits sont vécus selon le schéma oedipien. Une image phantasmée de la mère comblée, un mauvais père à qui il faut retirer son phallus. La remise en cause de cette représentation est interdite au groupe qui ne veut pas courir le risque d'être identifié à l'adversaire. D'où une absence de démocratie et la production de désirs qui veulent par avance combler la mère. Le modèle de développement d'une tel groupe ne peut être que celui de la croissance. La boucle est bouclée, la logique technocratique respectée.

Dans ce quatrième entretien, Urbain, Vilain et Watson montreront que la crise est engendrée par le développement anarchique des groupes de pression. Un projet non entièrement maîtrisé produira des conflits qui appelleront une instance de contrôle qui peu à peu bouffera, ou tentera de le faire, les instances voisines. D'où nouveaux conflits, nouvelles instances de contrôle...

Marc Thivolle





LA TECHNO- CRATIE ET LA CRISE

(U, V, et W sont en train de s'offrir un assortiment de succulents hors d'œuvre dans un restaurant libanais réputé proche du Panthéon).

Watson - Je suis très heureux de vous retrouver. Vous savez que Sherlock Holmes a été choqué par le décalage entre vous et moi lors de notre première discussion. Voyez-vous, la fréquentation des milieux de police criminelle britannique ne m'a pas spécialement préparé au travail que nous avons entrepris...

Mon maître m'a donc recommandé la lecture de l'œuvre ultime d'Alexis de Tocqueville, «L'Ancien régime et la révolution», laquelle sert de «textbook» aux étudiants en histoire et en sociologie à Oxford. J'en ai fait mon meilleur profit et je crois que nous devrions nous inspirer de la façon dont il aborde l'histoire.

Vilain - Mais il nous sert de référence dès le début !... Car autant la lecture de Nicolas Machiavel renseigne sur le jeu auquel le Prince doit se livrer pour conserver et accroître son empire politique, autant Tocqueville décrit avec clarté l'influence des groupes dirigeants sur le développement et le changement des rapports sociaux, que ce soit dans l'ordre politique, juridique, économique et administratif.

Urbain - ... avec la remarque essentielle qu'il dépasse toujours le discours idéologique dont les uns et les autres usent pour se justifier et atteint ainsi les mécanismes profonds qui agissent sur la société. Sa démarche est expérimentale et formelle.

Définir la technocratie

W - La technocratie a été souvent citée, la crise a été plusieurs fois évoquée. Ne serait-il pas temps d'expliquer ce que nous signifions par là ? Je crains en effet que l'on confonde trop régulièrement agent technique et technocratie et, à un même degré de superficialité, les effets de la crise et ses causes. Je pense que nous pouvons sans détour attaquer ces concepts capitaux puisque nous avons déjà abondamment traité des notions de base, celle d'information et celle de groupe de pression.

U - Bien ! Je propose que nous reprenions la démarche que Marx utilisait pour analyser la société à son époque : mettre à l'épreuve de l'observation de la réalité une structure minimale pour aujourd'hui d'appréhension de la dynamique sociale.

la voici : un groupe dirigeant que nous nommerons technocratie, un système de valorisation du pouvoir qu'on va appeler modèle de développement, l'ensemble des agents

sociaux qui concourent à construire et à appliquer les modèles de développement.

V - Le parallèle avec l'analyse marxiste s'établit immédiatement : à la technocratie on fait correspondre la classe capitaliste, aux modèles de développement qui sont définis par un ensemble articulé de plans, stratégies et programmes en vue de réaliser certains objectifs globaux on peut associer le capital (financier et industriel, enfin le pendant des agents sociaux selon notre modèle est la classe des producteurs selon Marx).

Les règles du jeu

U - Et de la même façon que les rapports sociaux étaient médiatisés par la machine, l'ensemble du processus qui consiste, d'un côté à faire monter l'information pour la construction des modèles sans aucun pouvoir de gestion globale, et de l'autre à traiter cette information pour prendre des décisions toujours plus globales, médiatisées aujourd'hui les rapports sociaux, et pas seulement ceux de la production.

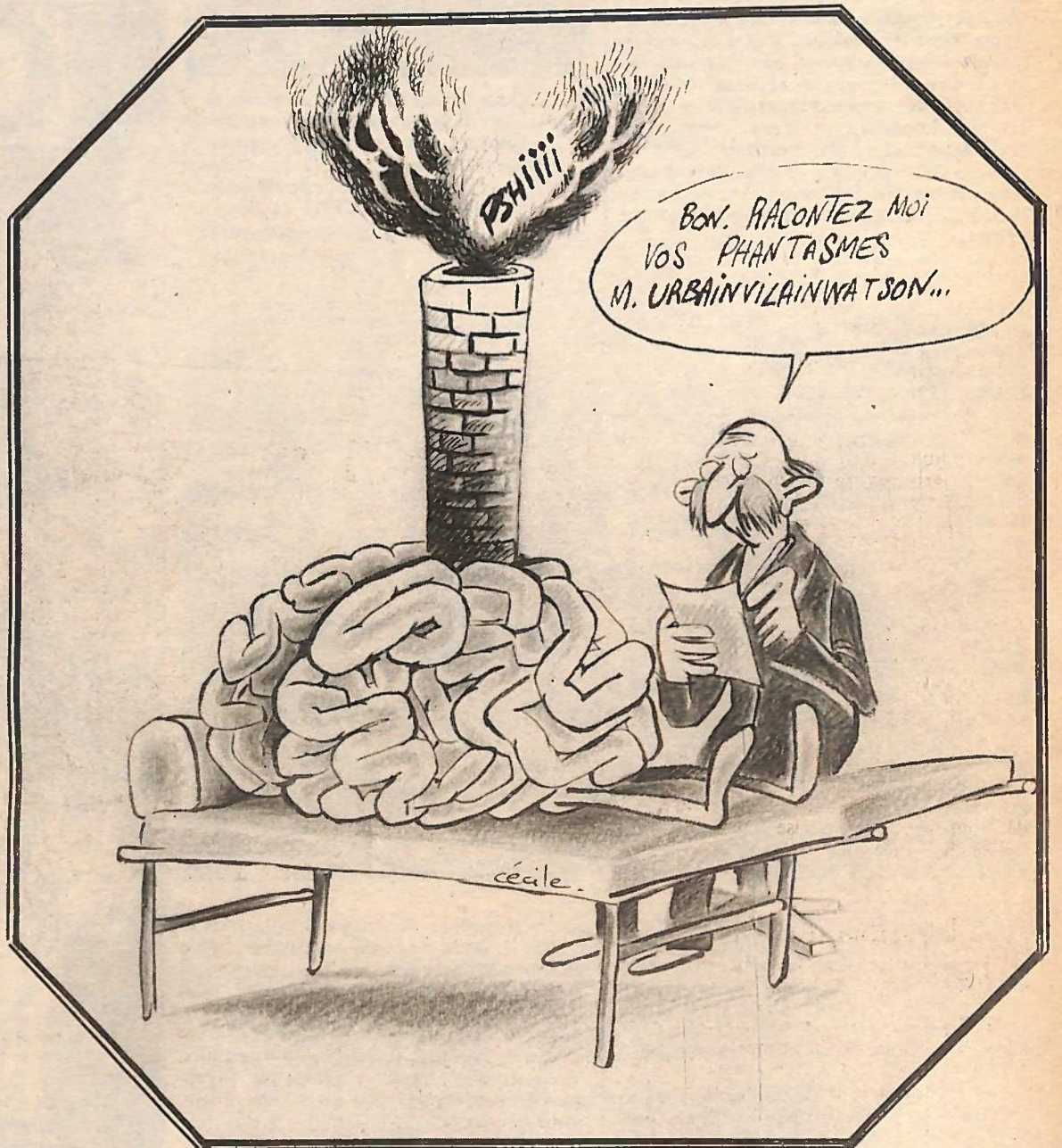
W - Mh... oui ! Nous sommes en effet bien obligés de remodeler les règles du jeu puisque le concept marxiste de mode de production ne s'applique plus. Il y a eu un changement de fond dans la direction de la société. Je hasardai une boutade : de nos jours, sans «bonnes» informations on perd en général son argent et même si on arrive à le conserver on n'exerce aucun pouvoir sur le changement social... !!

U - N'en restons pas à regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ! Examinons l'histoire de la guerre froide : n'avons-nous pas l'exemple d'un premier modèle technocratique planifié à l'échelle mondiale ?

W - C'est vrai ! Cette période correspond de part et d'autre au développement de tous les secteurs qui procurent de l'information sur l'adversaire et donc sur soi-même (NFA, CIA, FBI, KGB... et ONU) et de tous ceux qui permettent de prendre l'adversaire de vitesse, tels le nucléaire, l'aérospatiale... mais aussi le contrôle des zones où l'on se procure des matières premières et qui servent d'appui pour la logistique.

V - On voit donc bien que l'impérialisme est une composante du modèle technocratique et non pas une conséquence de développement des monopoles ainsi que le proclament ceux qui, le nez sur les effets, croient y déceler les causes !

U - Et le conflit idéologique est-ouest n'est qu'un prétexte pour valoriser le pouvoir technocra-



tique, notamment dans les applications civiles des techniques militaires. Mais il ne faut surtout pas s'y méprendre : la classe militaire ne domine pas nos sociétés. Car la technocratie a commencé par complètement modeler l'armée, pour des raisons historiques, parce que c'est là que son extension a été la plus nécessaire et la plus facile, pendant la deuxième guerre mondiale.

Les méthodes modernes mises au point dans ce cadre ont ensuite été adaptées et répandues dans la gestion civile, à une échelle permettant une accélération maximale du développement du complexe militaro-industriel. Voilà ce que l'on doit entendre par militarisation de la société à cette époque et dans une certaine mesure encore maintenant, et non pas la mise en uniforme des gens !

V - ... toute la différence entre le contrôle et la règle ! Le service militaire relève d'un inoffensif folklore sauf quand il intervient comme facteur artificiel et donc technocratique de réduction du

chômage.

W - Certes, mais la guerre froide s'est en gros, et paradoxalement d'un commun accord entre Krouchtchev et Kennedy, terminée avec l'affaire de Cuba. Et on est depuis dans le modèle de la «détente», encore qu'il touche à sa fin, du fait d'un changement stratégique de la technocratie soviétique.

La crise et les groupes de pression

U - «Paradoxalement»... non, pas du tout. On se trouvait dans une situation de crise. Cette crise a été surmontée parce qu'une autre tendance que celle des «faucons» s'était développée, capable de proposer un autre modèle de développement qui ne remette pas en cause la nature de la technocratie, et qui a permis notamment de gérer la reconversion industrielle

Les technocrates kennedyens ont libéré le nucléaire civil pour se ménager la nucléocratie et lancé le «Programme Apollo», formidable pendant «civil» et «ouvert» du «Manhattan Project», militaire et secret, qui avait imité le modèle de la guerre froide. Krouchtchev a anticipé avec la fameuse «détente» le même genre de changement en URSS.

W - Cependant cette crise de Cuba est surtout politique et finalement beaucoup moins générale que celle que l'on connaît actuellement. Car du fait du contrôle technocratique, en voie de généralisation à tous les grands secteurs de la vie sociale, la crise intéresse tous les acteurs sociaux. Les soviétiques tentent d'en sortir, de leur côté, par un retour à la guerre froide.

V - Voici comment les choses se passent, comment la prolifération des groupes de pression répand la crise tout en accélérant la prise de pouvoir des technocrates sur les secteurs préservés, comment le pilotage du changement tend à se centraliser.

L'impérialisme : une composante du modèle technocratique et non pas une conséquence de développement des monopoles (sic !)

Un exemple : dans les grandes administrations un modèle de développement général (donc relativement vague... pensez aux Projets Alter) se traduit dans sa mise en oeuvre par des contradictions à l'intersection de secteurs sociaux où il est appliqué, des secteurs sociaux dont les rapports antérieurs sont alors perturbés. Ces contradictions appellent la création par le sommet d'entités chargées de gérer les conflits ainsi provoqués ou susceptibles de se provoquer. Ces entités produisent de l'information vers le sommet pour se faire reconnaître (demande d'amour du groupe de pression) et obtenir une extension de leur emprise jusqu'à interférer avec d'autres groupes de pression, ce qui nécessitera naturellement la mise en place d'une nouvelle entité de niveau supérieur en charge du nouveau conflit. ...

U - Notons qu'à chaque boucle du processus l'information, donc le pouvoir dont dispose le sommet, s'accroît et cela d'autant que la privation d'information et de capacité d'intervention à la base augmente.

J'aimerais que Watson et toi vous explicitez ce mécanisme sur le développement de la crise hospitalière chez nous.

La crise hospitalière comme exemple

W Première grande boucle : avec la retombée de la guerre froide, la technocratie européenne prend son essor et répand les «retombées civiles» des techniques militaires avancées.

Les groupes de pression qui participent du modèle de développement de la «détente», comme l'OMS, le BIT, l'UNICEF, ... prennent de plus en plus d'importance et pèsent sur le niveau politique, notamment pour ce qui concerne la définition de la politique de la santé. En particulier les trusts pharmaceutiques, du fait qu'ils se situent alors à la pointe du développement industriel et scientifique, exercent une pression économique et sociale de plus en plus forte. Aujourd'hui, c'est plutôt l'électronique et l'informatique médicales qui ont pris le relais.

V - Deuxième boucle, ou résultat non prévu par les technocrates : les décisions politiques prises alors visent à développer des instances comme la sécurité sociale consacrant la spécialisation, la sectorisation, la codification, la centralisation et le contrôle.

On institue le recyclage permanent, d'où une déqualification brutale des généralistes, au même moment où l'on établit un contrôle central de la requalification : le concours de l'internat devient



TE LA MARIE, LA RÉFÉRENCE QUI NOUS INFORME POUR ACCROÎTRE LES GROUPES DIRIGEANTS QUI DÉCRIVENT AVEC CLARTÉ LE DÉVELOPPEMENT DES RAPPORTS SOCIAUX ME PROJÈTE L'INFORMELLE DESIR QUE VOUS ME FILASSIEZ LE CALENDOS

l'unique entrée vers les spécialités. Ces décisions influent alors directement sur le développement des trusts pharmaceutiques et des industries médicales et imposent des charges de plus en plus lourdes à la Sécurité Sociale. Celle-là acquiert donc des moyens de pression dont elle use aux niveaux économiques et politiques pour exercer un contrôle sur les réglementations, les remboursements, les conventions, les cotisations, ... Ce qui provoque des instabilités politiques et se traduit par des contraintes et des incitations vers les trusts et les industries.

W - Troisième boucle : la réaction. L'impuissance de l'Ordre des Médecins face au changement éclate, ce qui en fait une cible facile pour les gauchistes. Les généralistes se regroupent en cabinets pour mieux résister à la pression fiscale, réflexe défensif sans grande portée. On note surtout une nouvelle insertion sociale des jeunes médecins dont la syndicalisation naissante appuie celle des consommateurs laquelle intervient de pair avec la centralisation de l'action syndicale dans la branche pharmaceutique telle que la préconise pour le niveau mondial Charles Levinson dans «L'invasion pharmaceutique».

U - On s'achemine donc vers une quatrième boucle, au niveau

international... et vous n'avez pas décrit le foisonnement des petites boucles imbriquées à tous les niveaux du système !

La lutte comme issue de la crise

W - La lutte serait-elle devenue impossible, et la crise la seule issue ?

V - Absolument pas, même si effectivement l'impuissance sociale semble totale. Il s'agirait de se coordonner là comme on a commencé à le faire pour la question de l'énergie. Mais nous en reparlerons. Nous avons d'abord à dissiper plus complètement la confusion entre expert et technocrate. Nous avons mentionné dernièrement l'IIASA (voir GO n° 298) comme le temple de la technocratie mondiale. Mais le pouvoir n'est pas dans le temple ! L'IIASA est aux technocrates ce que la Cour était au Roy. Les experts de l'IIASA n'exercent pas de pouvoir.

U - Même un sociologue de renom peut faire la confusion : dans «La prophétie anti-nucléaire», Touraine interprète le caractère non conflictuel de la rencontre

entre militants et les théoriciens de la dissuasion, les généraux Buis et Poirier, comme un signe que la lutte anti-nucléaire est plus proche de l'engagement social que du combat contre l'Etat, en l'occurrence nucléaire-militaire. Or ils n'ont pas commis l'erreur de prendre Buis et Poirier comme des adversaires sociaux, c'est pour une toute autre raison : ces hommes n'exercent ou n'ont pas exercé le pouvoir technocratique, ils ont joué un rôle d'expert et produit une information de caractère théorique. Les antinucléaires, prétendant aussi au statut d'expert, ont profité de l'occasion pour avoir un échange de vues amical et riche. L'interprétation du sociologue a ici plutôt brouillé les informations de qualité fournies par les généraux.

Experts et technocrates

V - Buis et Poirier ont été à De Gaulle ce que Touraine et d'autres ont été à Chaban (Nouvelle Société) et Mitterrand (Comité des Sages) : les experts ne sont pas les technocrates, ils informent les technocrates et valorisent le pouvoir quand leur démarche est

publique (ce que l'on ne peut dire de Buis et Poirier en activité ...), tout comme Voltaire et Diderot faisaient briller les Despotes en les «éclairant». L'expert serait alors plus un adversaire intellectuel qu'un ennemi de classe.

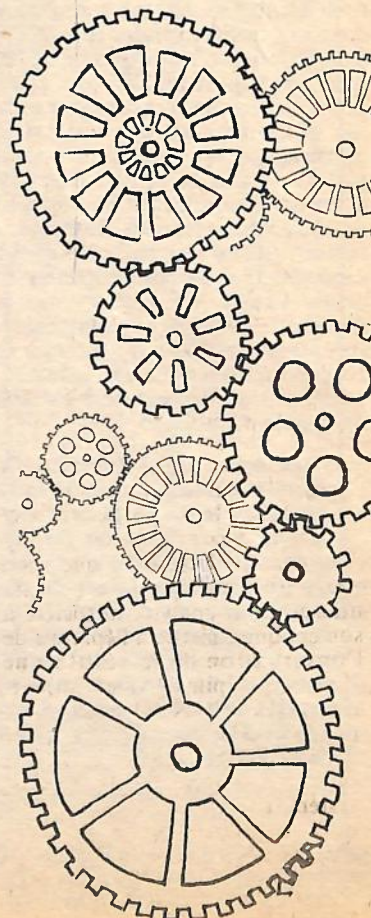
W - De toutes façons l'information produite est utilisable dans un processus démocratique.

U - Finalement nous avons montré que la centralisation du pouvoir est une constante - c'est le modèle de la croissance - aussi bien comme réponse à des conflits de bas niveau, par exemple le PC de Rosny sous Bois pour «régler» les problèmes de congestion du trafic, que pour sortir des crises en produisant une stratégie à long terme plus globale que celle qui a provoqué la crise. Par exemple l'abandon de la stratégie aéronautique franco-anglaise autour de Concorde se fait au profit d'une stratégie européenne autour d'Airbus.

V - Le modèle de développement sort toujours valorisé alors que le pouvoir reste masqué : hier le spectacle de la Cour et la polémique sur les privilèges éclipseaient la centralisation du pouvoir politique et administratif qui surgit renforcé de la Révolution. Aujourd'hui le spectacle technique et la polémique sur le capitalisme et la technologie masquent la croissance effrénée du pouvoir technocratique.

W - ... s'il vous plaît, trois cafés et l'addition !

U.V.W.



Un syndicat pour les lycéens

Samedi et dimanche dernier, c'est tenu à Paris le 3ème Congrès de la **Coordination Permanente Lycéenne** créée voici un an. A l'issue des débats, la **CPL** s'est dotée de statuts et d'une plateforme en dix points. Article I : «**La CPL est une organisation de type syndical, anticapitaliste et autogestionnaire**».

Ils sont passés de la bande de copains à une autre forme de syndicat, qui ne soit pas une pâle copie de **l'UNCAL**. Après un an de présence sur le terrain, les bahuts, les manifs et autour du journal **Effervescence Lycéenne**, ils viennent de se regrouper dans une structure de type syndical. Désormais, ils représenteront «officiellement» un courant lycéen, qui se veut «anticapitaliste» et «autogestionnaire» et devra se disputer le marcher de la «bof-génération» aux mercenaires attirés des manifs-parades au pas cadencé, s'il vous plaît.

La **CPL** a un aspect autogestionnaire prononcé. Si le gros des troupes rassemble des inorganisés, qui se sont formés sur le tas, les rocardiens et les comités communistes pour l'autogestion apportent une pratique militante non négligeable. Ils sont également, pour la plupart, naturellement parmi les neuf élus au bureau national. A noter également que trois «conseillers» ayant quitté le bahut depuis moins d'un an seconderont ce bureau du fait de leur «expérience» de lutte. Créé de toute pièce aussi, une «**intence consultative de conciliation**» qui aura pour tâche de régler les conflits décisionnels qui apparaîtraient éventuellement au sein du bureau national. Les comités locaux quant à eux, pourront conserver leur indépendance en s'auto-finançant.

Deuxième point fort du Congrès, l'apparition de militants de la LCR dont un membre a pu se glisser au bureau national sans trop de heurt. Si un courant minoritaire s'est dégagé au cours de ces deux jours de discussion, tous sont tombés d'accord sur le type de syndicalisme qu'ils entendaient promouvoir : «**Pas de syndicat de gomme et de crayon, un syndicat offensif, contre les stages Beullac et pour, entre autre, des conseils de classe publics...**»

mandrin

CPL : chez Prenons la Parole, 43 rue du Fg St Martin, 75 010 Paris



Le casse-dalle du colonel

Le loup colporteur est entré dans la bergerie. Par la grande porte. Dans sa valise, un film : «La défense de la France», essentiellement nucléaire. La guerre nucléaire n'a rien d'un disco entraînant, le loup habillé en colonel est resté sur sa faim, le ventre vide d'un débat creux. Au fond de la classe, des têtes frisées bêlaient mollement leur dissidence...

Plus personne n'est contre l'agit-prop au lycée quand c'est l'armée qui la fait. Dégringolant les marches du réfectoire, on se dit ça va saigner ! Mais au colonel, sourir carpette. L'uniforme ?

Au programme des réjouissances : «**Guerre-violence-armée-défense dissuasion nucléaire**». Des premières



classes obstruent l'entrée de la cantine et nous refourguent des brochures gratuites : «**Vrais ou faux, la défense de la France**» (1). Personne ne pipe dans la salle. Peu de monde en vérité, à peine 100 paires de fesses silencieuses vissées à leurs chaises. Atmosphère tendue, c'est baclé d'avance : on n'accusera personne, les protestations seront molles, l'affrontement évité, l'hostilité cachée. Passons. Et trépassons ?

Le colonel définit les points forts du débat. Guerre : **Echec politique**. Bravo, ça c'est fort ! Violence : «**Il y a de la bonne violence dans le fait de combattre pour ses propres convictions**». Ne dit-on pas se faire violence, hé ! hé ! L'armée : «**Instrument du pouvoir capitaliste, marxiste et/ou totalitaire**». Nous v'là bien. Défendre quoi ? «**Dame, un territoire, une nation, ce qui fait qu'on a avec certains quelque chose de commun qu'on a pas avec d'autres !**» Impayable ! Au Dom-Tom on rigole, en Tunisie un peu moins. L'indépendance nationale, un rituel : «**C'est beau la France et faut avoir vu la guerre pour pouvoir vraiment en parler !**» On s'en passe avec plaisir... La dissuasion nucléaire : «**Que l'adversaire comprenne que le jeu n'en vaut pas la chandelle**». On veut un abrit au bahut !

Le film : «**La défense de la France**». Pas de zozo béat vagissant «Vive l'armée». Bien au contraire et malgré Chopin, Kraftwerk au lieu de Morrison-wagner, ça plagiait bien le dernier Koppola, métaphysique en moins. Cocktail anti-communisto-racisto-impérialiste. On bouffe à tous les rateliers. En fin de métrage, scénario bidon : après quelques combats de tanks, on sort les missiles (rouges, à ne pas confondre avec les fraises des bois). Mais déclenchée la veille au soir, la guerre s'achève à l'heure du déjeuner.

Des lycéens à Paris

DERNIERES NOUVELLES DE LONGO MAÏ

Après la réunion de travail du 3 février à Château-Arnoux, (Alpes de Haute Provence) pour démasquer Longo Maï, la coopérative européenne - qui crie au loup avant qu'on la touche du bout des doigts - deux «anti-Longo-Maï» nommés Morizot et Jean-Yves Royer ont été blessés par 20 à 25 jeunes gens de cette coopérative envahissant le bar du «Moderne» où ils jouaient au flipper.

Rémi et Francis Bouchardeau en tête ont fait irruption dans ce troquet qui est le seul de Forcalquier, où Longo Maï est interdite de séjour. Jean-Yves Royer avait dessiné une amusante caricature de Rémi pour le n° du 3 février de «SUD» et Jean Morizot filtrait les entrées à la réunion de Château Arnoux.

Françoise d'Eaubonne, attaquée en diffamation (ainsi que la Gueule Ouverte), avait déjà porté plainte pour menace et tentative de chantage.

Affaire à suivre.

1) Service d'information et des relations publiques des armées. Ministère de la Défense.

Calumed, H: premiers bilans

Cela fait déjà quatre mois que la **Gueule Ouverte** est à l'initiative d'une campagne pour la dépénalisation du cannabis et de ses dérivés. Il nous semble avoir donné un maximum d'informations et c'est la raison pour laquelle nous commençons à nous faire plus discrets... Cela ne signifie aucune-ment que nous nous arrêtons, mais puisque la campagne trouve un echo favorable sur le terrain, nous pensons que c'est maintenant à vous de nous faire part de vos actions.

Il est donc temps de faire un premier bilan et de voir quelles sont les initiatives concrètes que peut prendre le CALUMED.

On a rarement autant parlé des drogues en France depuis de nombreuses années. Il a suffi simplement d'un tract d'enseignants à Villejuif pour que la machine s'emballât. En deux mois quel est l'homme politique, le ministre, l'organe de presse qui n'a pas donné son opinion sur les drogues. Cette cascade de déclarations a-t-elle fait pour autant avancé le débat ? On peut se le demander vu le nombre de discours imbéciles et non informés qui ont été prononcés.

Enfin disons que la situation est sans doute plus claire maintenant. D'un côté la droite et le Parti Communiste qui se battent pour que Ricard et Cinzano gardent le monopole de la défonce. De l'autre une opposition terriblement diversifiée qui va du docteur Ollivenstein au CALUMED en passant par le parti socialiste. Celle-ci pense que ce n'est pas le crime qui est le problème, en amalgamant tout et n'importe quoi, que l'on règlera un certain nombre de problèmes.

La question est de savoir ce qu'il nous reste à faire pour que le débat n'en reste pas là. Le risque est grand de voir les positions de chacun se figer. Mme Pelletier ne vient-elle pas déclarer il y a peu à Meaux « On s'accorde aujourd'hui en France comme à l'étranger pour refuser la distinction entre les différentes drogues... »

Je me refuse à opérer une distinction entre les produits...

Vous voyez une différence par rapport à ses déclarations d'il y a quatre mois ?

Quant aux français, d'après un sondage SOFRES publié dans le numéro du Pèlerin du deux mars, ils estiment à 57% que tous les jeunes sont menacés par la drogue quel que soit leur milieu familial.

En fait nos moralistes de service, nos censeurs de libertés savent très bien qu'ils ont déjà perdu « La bataille du H ». Ils cherchent seulement à retarder sa dépénalisation pour mieux nous préparer une petite législation du genre « loi sur l'avortement ». C'est à dire une loi, toute à la fois, répressive et permissive. Il est vrai que « l'honneur de la France » est en jeu. Il va falloir sauver les apparences. A tout prendre, ce sera déjà mieux que ce qui existe en ce moment. Nous n'en sommes pas encore là et rien ne prouve que l'on ne pourra pas obtenir plus.

Alors quel bilan tirer des actions du Calumed et de la Gueule Ouverte ?

L'appel national a recueilli à ce jour un peu plus de cinq cents signatures provenant d'une soixantaine de départements. C'est peu et beaucoup à la fois vu que l'appel n'a été publié que dans la GO. Nous sommes en ce moment en train

de faire le tour des signatures chez un certain nombre d'intellectuels connus, de vedettes etc. ce qui permettra de publier une première liste de noms dans la presse sans gros risques pour les « petits » signataires.

Des Calumed locaux se sont créés à St Etienne, Montpellier, Strasbourg, Lille, Toulouse, Rennes, Perpignan, Créteil, Lyon, Macon et Paris. C'est à chaque Calumed de créer si possible son réseau d'avocats, d'informer sur d'éventuels procès pour détention ou usage de drogues dans leurs régions etc.

Le Calumed Paris a, quant à lui, participé aux assises internationales d'Amsterdam (cf. GO n°300). Il a animé un certain nombre de débats, le dernier en date s'étant déroulé au siège de l'Association, Presse, Information, Jeunesse qui regroupe la plupart des journalistes nationaux et régionaux qui écrivent sur la

jeunesse.

« Le débat s'est engagé sur la nécessité de dédramatiser la chose et sur le rôle d'une association comme l'APIJ car on s'en doute, il n'y a pas que les petits jeunes qui fument. » Est-il rapporté dans le bulletin hebdomadaire de l'APIJ. Des journalistes prêts à agir avec les Calumed, nous n'en sommes pas très loin.

Pour notre part nous allons nous atteler à l'organisation des assises nationales pour la libéralisation des drogues douces qui réuniront à Paris, au plus tard avant deux mois, les différents comités régionaux. Nous en reparlerons, mais d'ores et déjà les personnes et groupes intéressés peuvent s'inscrire en écrivant à Calumed Paris à notre adresse. Nous préparons aussi une conférence de presse avec la présence de Députés.

Jean-Luc Bennahmias



Le dealer fou a encore frappé ! (photo Dubuisson)



la saison des congrès

La fable du rat et du bœuf



Elle parle d'un RAT qui se donne un menu lors de son assemblée générale extraordinaire qu'il ne peut digérer. Essayez donc, en vingt quatre heures, d'élaborer un manifeste, de préparer les Assises des groupes écologiques (qui se dérouleront à Lyon entre le 1° et le 4 mai) et de débattre des formes d'intervention durant la campagne présidentielle !

On commence par le manifeste. On en adopte la moitié au terme d'un débat intéressant mais confus. Viennent ensuite quelques points de stratégie et le choix de la position du Réseau des Amis de la Terre pour les présidentielles.

Nous avons extrait pour ce premier compte-rendu deux motions approuvées à l'unanimité, l'une précisant les positions du Réseau sur le projet de rassemblement anti-nucléaire à La Hague, la seconde (cosignée par le Mouvement d'Ecologie Politique) appelant l'ensemble des groupes à intensifier la solidarité au Comité de Défense de Plogoff.

C'est une bonne chose d'avoir de bons débats, reste à les préparer pour que les groupes puissent effectivement se prononcer sur des motions claires présentées à l'avance. Si la réunion de Lyon n'est pas mieux préparée, gare à l'indigestion ...

P.R. et M.T.

plogoff

L'aggravation de la situation à Plogoff nous impose une réaction immédiate et continue à la hauteur de la réaction des Bretons. Il nous faut donc faire savoir le plus largement possible dans toutes les régions ce qui se passe chaque jour à Plogoff (vous pouvez vous informer précisément en vous abonnant à l'édition du Finistère-Sud d'Ouest-France).

La base de notre action commune est le principe suivant : toutes nos formes d'action seront placées dans l'axe et selon les thèmes définis par le Comité de Défense de Plogoff. Cette action commune s'inscrit aussi dans une pers-

pective à long terme. Nous nous engageons dans une lutte qui va durer et nous devons nous y préparer.

Les propositions que nous pouvons faire aujourd'hui sont les suivantes :

1 - L'ensemble des groupes souscrivent de toute urgence des parts du GFA de Plogoff en envoyant 100 F par part à l'adresse suivante (en joignant bien sûr à cet envoi une lettre de soutien) : Madame Carval, Trigvin, 29 153 Plogoff.

2 - Développer une campagne de pétition et d'aide financière. Dans chaque département les groupes du RAT et du MEP doivent s'adresser ensemble à leurs députés en leur deman-

dant quelle a été ou quelle sera leur action face aux événements qui se sont produits sur le site. La réponse des élus sera ensuite répercutée vers la presse locale et nationale par les groupes et les deux mouvements.

3 - Une manifestation sera organisée à Paris le 15 mars sur la base de mots d'ordre définis par le Comité de Défense de Plogoff. Une lettre sera adressée très rapidement à toutes les organisations politiques et syndicales et notamment aux signataires de la Pétition Nationale Energie pour leur demander de s'associer à cette manifestation, dans la perspective de la réunion avec ces signataires qui a lieu le 6 mars.

4 - Nous prenons l'initiative de créer partout où cela est possible des Comités de Soutien à Plogoff dont la coordination sera assurée par les comités Bretons (à l'image des Comités Larzac). L'activité de ces comités sera déterminée en fonction des demandes du Comité de Plogoff.

Au cours de la réunion extraordinaire du Réseau des Amis de la Terre des 1° et 2 mars 1980, le groupe du Forez a présenté une communication sur Jean-Marc Roullet, membre des AT, correspondant du Comité Larzac local et militant du groupe Objection en Monde Rural du Forez, actuellement incarcéré à la prison St Paul à Lyon.

Il fait partie des vingt objecteurs détenus dont le statut a été refusé en 1978, suite à leur demande collective OP 20.

Le RAT exige la libération immédiate de Jean-Marc Roullet et de tous les objecteurs emprisonnés. Il demande que le droit des insoumis, déserteurs et objecteurs de conscience soit reconnu.

5 - Dans la perspective de l'été prochain, nous proposons de lancer en commun un appel national « Une semaine pour Plogoff ». Nous ferions paraître à cette fin un appel dans **Le Monde et Ouest-France** où des scientifiques et des militants déclareront donner une semaine de leur salaire ou de leur temps pour participer aux travaux organisés à Plogoff, pour construire localement une alternative économique qui permettra une valorisation immédiate de la région dans le cadre d'une alternative au nucléaire. Nous demandons aux groupes de nous faire parvenir très rapidement les noms des premiers signataires de cet appel et les contributions financières

pour les faire paraître dans les meilleurs délais.

Adresser listes de noms et fonds à Michel Politzer, CRIN BP 5, 56 Etel (97 - 52 33 94) ou aux AT Rennes, 73 avenue de Chateaugiron, 35 000 Rennes (Yves Cochet : 99 - 62 14 64) qui assument la coordination de cette initiative et la discussion avec les habitants de Plogoff pour l'utilisation des sommes récoltées et des possibilités de travail disponibles.

**Réseau des Amis de la Terre
Mouvement d'Ecologie
Politique**

la hague

Le RAT prend acte de l'initiative des coordinations nationales et internationales antinucléaires d'organiser fin juin un rassemblement international à La Hague sur les thèmes :

- non à l'extension de La Hague,
- non au plutonium civil et militaire,
- non au surrégénérateur,
- non à l'Europe de la répression.

Le RAT se sent particulièrement concerné par cette perspective et souhaite que la Coordination Nationale Anti-Nucléaire envisage l'action dans un cadre unitaire avec les organisations syndicales impliquées dans la lutte. Il appelle les différentes composantes de la lutte contre le programme nucléaire à s'impliquer dans l'organisation de ce rassemblement qui prend son sens dans le cadre du débat de fond sur la finalité du retraitement (extraction du plutonium).

Le RAT prendra des initiatives dans chacune de ces deux directions.

Lettre à Georgette

GRAND
GREVE

Pour une femme qui avait laissé un message plein de questions essentielles sur le répondeur téléphonique du collectif pour une grève des femmes, l'une d'entre nous a écrit cette lettre. Une lettre où d'autres femmes que Georgette, qui se posent sans doute des questions similaires sur ce projet, trouveront des commencements de réponse, et matière à de nouveaux débats. Ajoutons que depuis que cette lettre a été écrite, un autre préavis de grève a été déposé pour le 7 Mars, par le groupe femmes du ministère du travail à Paris. Une brochure est sortie sur ce projet «Les grèveuses», on peut se la procurer à la librairie Carabosses.

O n a reçu ton message dans une période très difficile, et les questions que tu posais n'avaient pas beaucoup de réponses à ce moment-là. D'où notre peu de réactions. Les choses sont un peu plus claires maintenant.

En gros, depuis l'envoi du premier tract que tu as reçu, nous avons eu très peu de réponses pendant un mois.

Au niveau des femmes du 6 Octobre, ça a été la débandade, essentiellement parce que nous étions divisées, non sur le projet de grève qui faisait l'unanimité, mais sur le choix de la date : le 7-8 mars, malgré son impact symbolique, semblant trop proche à certaines pour qu'on puisse faire une réelle popularisation, et qu'on risquait alors un échec dangereux pour l'avenir; difficulté par

ailleurs de trouver une autre date qui ne soit ni parachutée, ni arbitraire, et sentiment que la marche du 6 Octobre avait révélé une vitalité des femmes qui ne demandait qu'à se manifester à nouveau; ce dernier point de vue était bien sûr celui des femmes qui sont restées dans le projet. Mais ce qu'avaient prévu les autres copines, c'est exactement ce qui se passe, à savoir qu'il n'y a que quelques jours qu'on reçoit enfin un écho.

Il fallait, et il faut encore un bon temps de réflexion, de discussions, pour que chacune de nous, qui porte en elle le désir et l'idée d'une grève des femmes, puisse se mettre en situation réelle de grève; la réalisation

pratique, le risque de perdre une journée de salaire (ou même trois dans certaines entreprises, du fait du week-end), quand ce n'est pas son emploi, n'ont pas été contrebalancés par une explication préalable de ce qu'est ou peut être une grève des femmes :

- soit grève générale, totale, paralysant le pays, comme en Islande en 1976, conséquence d'un ras-le-bol et de motivations communes impérieuses. Ce n'est pas encore notre cas, sans doute.

- soit grève spécifique des femmes témoignant d'une prise de conscience individuelle profonde de la situation faite à la femme dans chaque minute de sa vie quotidienne, et des conditions qu'on lui impose du fait de son sexe, ce qui passe pas

- les contraintes vestimentaires

- aussi bien que la façon dont on s'adresse à elle

- et ce qu'on fait jouer pour la maintenir là où elle est (complexe du «salaire d'appoint» pour les femmes mariées qui ont «honte» de demander une augmentation, par exemple...),

- embobinage du discours syndical qui nous accuse de vouloir diviser la classe ouvrière(!),

- femmes à la maison (ou assumant après le boulot extérieur les travaux ménagers), n'ayant pas les moyens de chiffrer la valeur du service gratuit rendu à la société par leur activité, et la confondant avec le «devoir conjugal» ou leur façon d'exprimer leur affectivité (amour des enfants ou du compagnon = 365 x 2 vaisselles par an !!!) etc.

- acceptation, même douloureuse, des interpellations sexistes dans la rue comme

toute la journée, c'est bien connu), cette nouvelle proposition (pas si nouvelle d'ailleurs) est en train de faire des ravages dans nos têtes, en attendant nos mains et nos corps.

Pratiquement, après un passage de noir complet, voilà ce que ça a donné ici :

1) la rencontre de femmes très diverses, isolées ou rattachées à des courants féministes des partis (courant G du PS, PSU) ou à des sections femmes de la CFDT, femmes de «Jamais Contentes», de la Gueule Ouverte, de la Librairie Carabosses à Paris, «célibataires-sans-enfant-au-chômage-prétendant-encore-avoir-des-façons-de-faire-la-grève», etc. et qui ont envie de

constituer le premier noyau d'un collectif pour une grève des femmes, lieu de relation entre les réflexions et les expériences déjà menées, et les textes écrits. Ce collectif a l'intention de continuer au-delà du 7-8 mars, et de diffuser au maximum les informations et les désirs qui s'expriment.

2) la sortie dès maintenant de tracts, de badges (qui sont un support de discussion de tous les instants, très réactif), et surtout d'une brochure de 24 pages où nous avons déjà réuni les textes qui ont littéralement jailli depuis 15 jours (sortira lundi ou mardi prochain, bien tard pour le 7-8 mars, parce que c'est «parti», et du coup on va essayer d'en faire parler au maximum par les média, mais ça, c'est dur !



partout, considérées comme «normales», ou nous comme «bégueules» si on les refuse.

Bon, j'arrête le catalogue, il doit déjà être prêt chez toi, non ? Mais depuis qu'on en parle autour de nous, on s'est aperçues qu'il y avait un gros boulot à faire avant que le fruit soit mûr !

«RENVERSER LA VAPEUR...»

En revanche, ce qui s'est passé de très bien, c'est que la dynamique s'est enclenchée; et le fait de renverser la vapeur, en ne jouant plus le jeu de l'inflation des revendications du type «Marche des Femmes Pour L'Emploi», mais au contraire en montrant par la grève notre droit au repos (y compris pour celles qui «travaillent», les autres restant couchées

«PREAVIS ET PETITS DEJEUNERS...»

Pour répondre plus précisément à tes questions sur les préavis de grève, il a fallu attendre des initiatives personnelles de femmes. En résumé :

- une femme, syndiquée CFDT, a demandé dès le projet connu, à sa section syndicale de déposer pour elle seule un préavis auprès de sa direction, pour marquer le coup et ne pas faire une grève clandestine. La section, embarrassée, a téléphoné à la Fédération dont elle dépend pour savoir quelle était la position du syndicat. On tombe des nues, personne n'était au courant, et pour cause (voir plus loin). Du coup, ils attendaient la suite, intéressés...

- dans une autre administration (un atelier d'urbanisme), le groupe femme a décidé de faire sur place une grève de trois heures avec animation à la cantine sur ce thème, et a

prévenu la section syndicale sympathisante, qui du coup appelle les femmes à se joindre à cette grève. Mais dans cette boîte, on n'a jamais déposé de préavis de grève.

-enfin, bien sûr, dans la plupart des cas, il n'est pas question de ça, et la principale action, quand c'est seulement possible, sera d'en parler et de porter le badge... qui se vend comme des petits pains.

Ça, c'est sur le lieu de travail, et en terme d'arrêt de travail.

L'autre partie, qui n'est pas la plus aisée, vu l'éparpillement des réflexions sur ce sujet, c'est le reste de notre vie. La difficulté réside dans «comment rendre visible l'invisible ?» Comment collectiviser cette grève, ce «je ne marche plus» de tous les instants et de tous nos rapports de femme aux autres, ce qu'on ne pourra pas quantifier.

L'idéal, c'est de se retrouver, de quitter la maison au petit matin; on a proposé le petit déjeuner en commun, RV dans un café du quartier (café de femmes, s'il y en a...), puis grève des courses, des ménagères qui vont distribuer des tracts chez les commerçants et discuter à la sortie des écoles ou des

entreprises, qui ne seraient pas en grève !

VERS LA VRAIE GRÈVE...

Les idées seront d'autant plus inattendues et multiples qu'il y aura plus de femmes dans le coup. Ce ne sera pas le 7 mars, mais la façon dont c'est en train de démarrer, si on l'entretient comme nous en avons envie ici, montre que l'on peut faire de cette journée une première étape, le coup d'envoi dans la préparation d'une vraie grève des femmes.

La date ? Elle ne peut-être décidée arbitrairement par nous, elle découlera d'une nécessité que nous ressentirons toutes en même temps. Il suffit d'attendre et d'écouter. Au plus tard, le 8-9 mars 1981.

Par rapport aux syndicats et au préavis de grève :

L'idée de départ était : si beaucoup de femmes sont décidées à faire la grève en tant que femmes, et qu'elles vont faire cette demande à leur section syndicale, cela déclenchera forcément une réflexion des centrales en face de cette demande de la base qu'il n'auront pas initiée, eux. Les thèmes ne sont pas les leurs dans la pratique :

jamais de mots d'ordre de débrayage, jusqu'à maintenant, pour obtenir que les femmes gagnent autant que les hommes, ou accèdent à des postes équivalents, autrement dit :

a) pas un syndiqué qui va perdre une journée de travail pour que sa collègue gagne autant que lui,

b) pas un syndiqué qui reconnaîtra qu'il participe au sexisme (verbal ou gestuel), et qui fera grève pour s'arrêter de la faire. Ils ne se rendent même pas compte !

Donc, pour que les syndicats soutiennent, il faut une très forte demande de la part de femmes, et qu'ils soient obligés d'accepter que seules les femmes fassent grève. Grève non-mixte... (Nous nous sommes déjà confrontées aux difficiles débats de la non-mixité pour la Marche des Femmes du 6 octobre, annoncée pourtant comme telle dès le début, alors on imagine ce qui nous attend. Mais passons).

L'histoire des grèves sauvages sans mot d'ordre syndical, que les syndicats ont fini par appuyer après, nous conforte dans cette estimation qu'il faut que nous commencions avant eux, et sans eux au départ.

C'est comme ça que ça se passera le jour de la vraie grève. Pour l'instant donc, pas de grève suicidaire ! mais dans les boîtes où c'est possible, entamer la discussion avec la section syndicale sur un préavis de grève.

Et puis être sur le lieu de travail en tant que gréviste potentielle, et en ne se privant pas de refuser tous les petits travaux et services qui ne figurent pas sur le contrat d'embauche (type : café-au-patron, mettre de l'ordre dans les bureaux (un petit peu de ménage !), maquillage de bon ton), porter le badge, et supporter les réactions qu'il ne manque pas de provoquer, se mettre au clair avec soi-même sur ce à quoi on sert.

Suivant le boulot qu'on fait, ça peut-être très important d'en parler, comme c'est proposé par des institutrices, des profs, des éducatrices et des animatrices, etc. et que l'idée fasse son chemin.

Collectif pour une grève des femmes
chez «Librairie Carabosses»
58 rue de la Roquette
75 011 Paris
tél : 700 13 06
Contact téléphonique : 806 74 00

DENAIN

J'étais allée à Denain l'an dernier pour rencontrer les femmes de métallos, les ménagères à plein temps d'Usinor. Pour rencontrer, aussi, les petites filles des émeutières de 1911, ces milliers de femmes du Nord qui s'étaient révoltées contre la flambée des prix, refusant de gérer la misère, harcèlement quotidien et parfois violent des commerçants, boycott et destruction de marchandises... Un mouvement dont les ménagères gardèrent le contrôle, les syndicats (sauf les anarchos) étant plutôt préoccupés de rétablir le calme, face à ces furies selon eux bornées à leur panier de ménagères et «ignorantes» des «lois économiques»... Emeutes durement réprimées par la troupe, on dut leur envoyer l'infanterie.

Mais on n'est plus en 1911 et les luttes ouvrières sont on ne peut plus enfermées dans les murs de l'usine, même si de nombreux mouvements dits «sociaux» se sont développés ailleurs. Pourtant les ménagères de Denain ressemblaient beaucoup, l'an dernier encore, à leurs grands mères. Massivement exclues de la «production» (la vraie !) dans les bassins sidérurgiques comme dans les anciens bassins miniers. Ménagères «professionnelles» encadrées autrefois par les inspecteurs de Schneider (patron «paternaliste» des Houillères du début du siècle) puis par les travailleurs sociaux d'Usinor. Coquets logis (loués par Usinor) impeccables, enfants pomponnés, pour compenser le crassier du dehors, vie rythmée par les 3 x 8 du mari. Usinor structurait encore l'an dernier la vie d'une population tout entière.

C'est l'ensemble de cette réalité qu'on restructure en restructurant la sidérurgie. Dans le Nord et la Lorraine, ne sont pas seulement en jeu des milliers d'emplois, mais l'existence d'une certaine classe ouvrière, tout un mode de vie. Le temps des métallos se termine, ce qui veut dire aussi que les filles des femmes que nous avons vues à Denain n'épouseront pas de sidérurgistes, et n'auront pas pour métier «ménagères d'Usinor».

C'est sans doute ce qui a donné sa

force et son ampleur à la lutte. Tous étaient concernés, la majorité approuvait même la violence ouvrière. Dans l'ensemble des bassins sidérurgiques on a pu penser en février/mars derniers, que la lutte allait vraiment devenir celle des villes concernées tout entières. Partout les initiatives débordaient le cadre de l'usine : à Longwy, on lançait la «grève de l'impôt», à Valenciennes se constituait un collectif transversal aux partis et syndicats ayant pour but de mobiliser la population. A Longwy, l'occupation du relais d'Antenne 2 et la mise en place de radios libres étaient soutenues par la population entière. A Denain, dans les affrontements du 8 mars, quelques femmes et beaucoup d'enfants. Ce mouvement d'élargissement ne s'est cependant pas poursuivi très longtemps. Pourtant, à Denain des femmes étaient prêtes à bouger pour «leur» salaire.

C'est certainement aujourd'hui un des plus gros problèmes dans les luttes face à la restructuration. Comment les femmes qui sont touchées de plein fouet par la baisse du niveau de vie peuvent-elles lutter si elles ne sont pas regroupées sur un même lieu de travail ? Les «femmes de grévistes» de l'Alsthom Belfort se sont trouvées d'une certaine façon confrontées à ce problème. Affirmant leur place dans la lutte «en tant que femmes au foyer» elles firent des tentatives pour lutter sur le terrain de la «consommation», leur travail. Elles créèrent une «mômerie» dans l'usine occupée, obtinrent la cantine gratuite pour les enfants de l'Alsthom. Peu de choses sans doute pour deux mois de grève mais vu leur marginalisation par l'intersyndicale...

Parler de «grève des femmes», à mon sens, peut-être une occasion pour soulever ces problèmes, sans le mépris trop habituel de nombreuses féministes pour les ménagères (comme si nous n'en étions pas). Grèves des loyers, impôts, refus de faire les frais de la «crise» par un surcroît de travail ménager, si on en parlait...

Vaurienne

Désertion

Désertion des maisons des le matin, laisser se débrouiller avec les enfants, les courses, l'organisation de la journée, en se retrouver dans un lieu public, sympathique pour prendre ensemble le thé ou le café du matin, voilà ce que proposent les femmes de la librairie-café de femmes Carabosses. Une idée à reprendre ailleurs... Petit déjeuner donc, à partir de 10 heures, déjeuner à partir de 12h30. Bon appétit aux grévistes ! On pourra aussi se procurer chez les Carabosses les badges, tracts et brochures des grévistes.

Librairie Carabosses
58, rue de la Roquette
75 011 Paris
Métro Bastille



GRÈVE

UNE PETITE HISTOIRE D'ECONOMIE-FICTION...

Des centaines de travailleuses en grève défilent dans la rue, occupent les usines, réclament des salaires décents, des conditions de travail moins dures, des horaires moins contraignants. Des secteurs entiers de l'économie sont bloqués, l'ensemble des magasins et des bureaux fermés, banques, assurances, hôpitaux, écoles paralysées, le prix des transistors et des appareils téléphoniques augmentent de 30%, les produits alimentaires de 20%... Ce n'est pas de la science-fiction, mais cela pourrait fort bien arriver si les femmes, un jour, décident de rester chez elles pour montrer qu'elles sont désormais indispensables à la bonne marche de l'économie française. Ce n'est pas pour demain.»

Extrait de «L'Usine Nouvelle», organe du Patronat (et oui !), après la grève des Femmes de 1974, cité par Evelyne Le Garrec in Les Messagères.

Mauvaise cuisine pour le 8 Mars

A l'ordre du jour, les thèmes habituels extraits du «cahier de doléances féministes», tour de table rapide, «ça va chez vous ?» («bof...»), «super», des généralités sur la situation des groupes, et on se sépare en commissions. Le dimanche, compte rendu des commissions : alors, vite, vite, dites nous en cinq minutes-chrono les points essentiels ou plutôt vos propositions «concrètes». Ben, la répression, ça s'accroche (on saura tout de même que des femmes de Reims continuent à émettre des ondes «dévergondées» bien qu'elles aient été placées sous contrôle judiciaire), l'emploi, ben, c'est la crise, on en parle pas assez dans le mouvement (c'est vrai d'ailleurs), l'avortement, ben, c'est la démobilitation, «la Loi rien que la Loi» et ça pour longtemps, c'est pas aussi facile de lutter qu'au bon vieux temps de la loi de 1920, etc. Débats formels, bien que passionnants a priori, qui n'accrochaient visiblement pas l'attention. Pourquoi ? Parce qu'on était à une quinzaine de jours de la manif du 8 Mars et que cette année cette journée représente un plus gros enjeu politique que d'habitude pour beaucoup, même paradoxalement pour celles qui «ne marcheront pas» cette année avec leurs savates trainantes.

En effet, en grand nombre, le groupe PSYCH ET PO - MLF déposé faisait une «première» remarquée à la coordination malgré les très mauvaises conditions dans lesquelles s'étaient passés les contacts avec ce groupe précédemment, il a été autorisé in extremis par les «responsables» de la coordination à participer à la rencontre. N'oublions pas que ce groupe a négocié à la préfecture en même temps que la coordination, le même parcours de manifestation, à la même heure. Il est donc co-responsable de cette manif aux yeux des flics : il n'est donc pas intervenu dans la coordination comme «observateur» ordinaire, comme il y en avait un certain nombre dans cette rencontre, presse féministe, militante, revues, groupe lesbiennes, etc.) mais comme une force «politique, qui sous couvert de discuter du 8 mars démocratique-

ment, avait clairement l'intention de plier la coordination à ses propres vues; en clair, de ramasser toutes les femmes ce 8 mars sous la bannière du «M.L.F. déposé» : alors que la coordination avait décidé depuis longtemps de la tenue de manifestations locales ou régionales, ces dames voulaient parachuter un rassemblement international à Paris, avec les femmes basques comme point de mire (elles n'étaient d'ailleurs pas là pour dire ce qu'elles en pensaient !)

Sur cette proposition se déclenchait une A.G. de plus de trois heures, un match épique avec multiples revirements, détours, virages, alliances tactiques, compromis (bizairement Psych et Po trouvait un appui chez certaines femmes de la L.C.R. notamment à Marseille) qui sont toujours à l'œuvre dans ce genre de rencontre mais cette fois ça passait la mesure habituelle.

En fin de compte, le contenu et les modalités de la manifestation appelée par la coordination n'ont pas été changé d'un iota et c'est bien ainsi. Collectivement a été décidée en plus l'organisation d'un service d'ordre, une émission de radio pendant la manifestation et un collage massif. Pour la Pentecôte une grande rencontre nationale à Lyon est prévue avec pour thème «le féminisme» et la «question du travail des femmes».

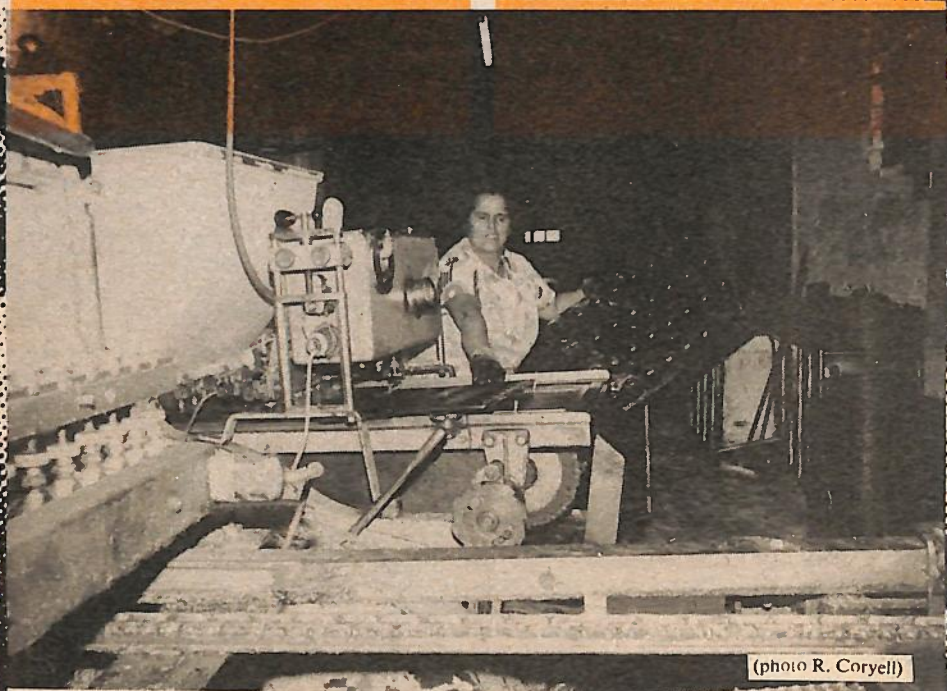
Ceci dit, il est très regrettable que la seule manière de discuter des pratiques de ce groupe (Psych et Po) et même avec ce groupe (certaines en ont exprimé le désir) n'ait été sur un mode très sectaire qui restreignait le débat en renvoyant dos à dos les «féministes radicales» (comme si c'était une tendance unie !) et le groupe Psych et Po. Il y a belle lurette que cette tendance (F.R) n'existe plus en tant que telle, de même que la tendance lutte de classes, n'en déplaie à certaines, par contre il n'y a pas longtemps que le groupe Psych et Po a déposé le sigle M.L.F. ! Il ne suffit pas de dire qu'en province, c'est pas pareil que l'apparition de ce groupe est différente, surtout quand on n'a pas d'informations précises sur le mouvement des femmes en province. Qu'il y ait un urgent besoin de débats, c'est indéniable, comme le prouve la

commission «féminisme» qui, tout du moins dans son projet, faisait état d'une volonté de discuter d'autres choses que des «échéances habituelles» et de la routine; son contenu était néanmoins catastrophique et propice à toutes les manipulations étant donné le peu d'information qui circule entre les groupes. Les femmes de P. et P. y allaient bon train sur «l'indépendance politique et érotique» des femmes appuyée par la dénonciation de la «suprême magouille» que représentait paraît-il la marche des femmes du 6 octobre, présentée uniquement comme une «prise de pouvoir» de personnalités politiques féminines ! Pardon, mais des magouilles de ce genre, j'en voudrais bien tous les jours ! Même vision réductrice à propos du procès mené par des féministes contre un militant P.C.F. de Rouen qui fut présentée comme une opération banalement anti-P.C., anti-

«mouvement ouvrier» alors qu'en aucun cas les femmes concernées ne le réduisait à cela.

Le besoin de débats est ressenti par toutes, pas seulement dans les groupes femmes mais par un ensemble de femmes «isolées» ou réunies dans des collectifs un peu «périphériques» par rapport aux groupes femmes. Au lieu de nous isoler les unes des autres et ce toujours au profit des structures les plus institutionnelles, et centralisées (la coordination comme le «M.L.F. déposé»), rassemblons plutôt nos forces ! Ce sera la meilleure riposte au groupe Psy et Po, qui par les moyens financiers dont il dispose et la sécurité idéologique inébranlable qu'il incarne, risque de nous déposer aux oubliettes de l'histoire.

Alsace (du journal féministe Remue ménage)



(photo R. Coryell)

Immigrées, la grève

pour vous aussi

Le 8 Mars, journée des femmes, journée de lutte et de mobilisation, journée de solidarité internationale, nous appelons les femmes immigrées à se retrouver toutes ensemble dans la rue, sous une même banderole, en tant que partie prenante du Mouvement de Libération des Femmes.

La condition des femmes immigrées est fonction d'une part de leur statut d'immigrées, d'autre part de l'oppression spécifique qui est la leur dans les pays d'origine, et qui persiste dans l'immigration, en revêtant des formes particulièrement cruelles. Dans un premier temps, les pays capitalistes européens ont ouvert toutes grandes les vannes de l'immigration, du fait de leur besoin de main d'œuvre, et la main d'œuvre immigrée, du fait de son extrême mobilité, de son faible taux de syndicalisation, a été particulièrement appréciée et au maximum exploitée. A présent le système

capitaliste, qui connaît une crise structurelle profonde a décidé de faire des immigrés les boucs émissaires de cette crise : arrêt de l'immigration, ségrégation, expulsions. En même temps, partout il vole au secours des dictatures, étouffe les mouvements de libération nationale des peuples opprimés.

Ici nous tenons à saluer l'entrée en scène des femmes iraniennes contre l'impérialisme, contre ceux qui, au nom de la révolution pour laquelle elles sont tombées par milliers, ont tenté de consolider leur oppression séculaire. De même nous tenons à porter hommage et à notre soutien et notre solidarité aux femmes palestiniennes dans leur combat révolutionnaire pour la libération de la Palestine, combat qui, rappelons-le, constitue un des maillons de leur propre libération.

Au Nicaragua, la participation des femmes à la révolution, qui a été, comme jamais nulle part ailleurs, massive et

LES FEMMES

Immigrées, la grève pour vous aussi

reconnue, ainsi que les structures d'auto-organisation à travers lesquelles elles poursuivent leur lutte, sont pour nous autant d'espoirs. Sur un total de 3 442 000 immigrés en France, 1 382 000 sont des femmes, dont le statut est le plus souvent celui de conjointes. Dans les années en effet, le pouvoir avait opté pour la reproduction sur place de la main d'œuvre immigrée, dans la mesure où elle permettait d'accroître la consommation, et de diminuer les transferts de devises : d'où la politique de l'immigration familiale. Dans leur majorité les femmes arrivent donc dans ce cadre de la famille élargie, dans lequel elles évoluent dans leur pays d'origine, elles se trouvent dans une situation d'isolement extrême, privées de tous contacts, les hommes, lorsqu'ils ne travaillent pas, se retrouvant entre eux, comme au pays. La femme immigrée, tellement valorisée dans le rôle de mère, dans la tradition de son pays, voit entre elle et ses enfants s'instaurer une situation d'incommunicabilité quasi-totale. Cette contradiction entre la mère et ses filles surtout, peut déboucher sur des situations dramatiques, fuite par le suicide ou prostitution. Toutefois, elle peut être aussi à la base d'une prise de conscience. Moins d'un quart des femmes immigrées disposent d'une carte de travail, plus de la moitié sont domestiques, d'autres travaillent dans le commerce, et seulement moins d'un tiers travaillent en usine. Le salaire de misère du «chef de famille» étant insuffisant, de nombreuses femmes se rabattent sur le travail au noir, travail sous-payé pour un nombre d'heures très élevé, sans normes de sécurité, sans droit à la Sécurité Sociale...

Les femmes latino-américaines, dont la situation est le plus souvent étudiantes ou réfugiées politiques, partagent avec les mêmes précarités matérielles, la plupart étant non boursières et ne bénéficiant pas de la Sécurité Sociale.

La lutte des femmes immigrées s'est affirmée parmi les travailleuses, les filles de la deuxième génération et les étudiantes. En tant que groupes de femmes immigrées, nous pensons que, seule notre participation réelle à la journée du 8 Mars, pourra permettre que le Mouvement des femmes reprenne effectivement en compte les revendications des femmes immigrées. Notre participation est également la condition d'une réelle solidarité internationale, dans la mesure où nous avons des racines profondes dans nos pays d'origine.

-Pour la levée de toutes les mesures racistes visant l'immigration (lois Barre - Bonnet - Stoleru)

-Libre inscription à l'université pour les immigrés

-Pour le droit à la carte de séjour et à la carte de travail pour les femmes

-Pour le droit à la Formation Professionnelle

-Pour l'avortement libre et gratuit, condition pour que les femmes ne passent par la Sécu.Soc. du mari, et donc par son autorisation.

-Pour une information dans la langue d'origine sur la contraception et la sexualité

-Halte à l'expérimentation de procédés contraceptifs sur les femmes immigrées, tels que Depro-Provera

-Halte à toutes les violences faites aux femmes

-Vive la solidarité internationale des femmes

Groupe de Femmes Latino-Américaines
Groupe de Femmes Algériennes
Groupe de Femmes Marocaines
Collectif de Femmes Tunisiennes

Manif diffuse

Messieurs du Pouvoir et messieurs tout court! Quand nous déambulons dans vos rues, nous aimerions tant aller nez en l'air, de jour comme de nuit, solitaire ou en groupe. Voilà ce que nous aimerions et jamais nous ne le pouvons.

Parce qu'il faut courir du travail du dehors au travail du dedans? Parce qu'on ne peut flâner en faisant les courses? Parce que les enfants sont dans nos jambes? Parce qu'il faut courir pour l'un et pour l'autre? Pour tout cela certainement. Mais aussi, mais surtout, mais en plus, parce que, dans la rue, nous les femmes nous sommes votre propriété collective. Qu'on soit une ou trois ou neuf à se promener tranquilles, faut toujours qu'un mec ou des mecs viennent nous raconter leurs histoires; ils sont tristes, ou sont seuls, ou alors c'est la fête. Bref, faut absolument qu'on partage leur vie, y a pas de doute, c'est nous qu'ils attendaient. Et notre vie à nous? Ben faut qu'elle soit disponible; c'est ça être charmante!

En plus faut pas se plaindre quand ils sont seulement chiants, ils pourraient être agressifs... D'ailleurs si on les envoie sur les roses, ils le deviennent. Normal! On est vachement salope de pas les écouter, on remplit pas notre contrat, notre rôle de fême. Notre rôle, c'est de permettre aux mecs de se sentir forts car ils ont la possibilité de nous emmerder; c'est bon pour leur moral.

Eh bien nous, on en a marre d'épouser les frustrations et l'agressivité qui trainent au coin de la rue. Souvent on se défend mal. Parce qu'on a peur. Peur du viol, peur des coups. Ou bien parce qu'on en a ras le bol de répondre au dixième dragueur de la journée et qu'on veut se garder le temps et de l'énergie à d'autres fins.

Le sexisme n'est pas un problème privé, ni un petit défaut qui disparaîtra avec la victoire de la gauche. Le sexisme fait partie de l'organisation de cette société, il maintient l'ordre social, et si certains se sentent des envies de violence, qu'ils les assouvissent en s'attaquant au capitalisme. Cette journée de grève, nous la ferons aussi dans la rue. Elle peut être pour nous le moyen de nous affirmer collectivement, de nous réapproprier la rue, de refuser

notre rôle.

LE 8 MARS ORGANISONS UNE MANIF DIFFUSE (par petits groupes de cinq) dans un quartier où il est interdit d'être seule le soir (St Michel par exemple(1)) et prenons la rue, les trottoirs, les troquets... de force s'il le faut!

Aux prostituées, on colle des PV pour raccollage actif. Aux types qui viendront nous raccoller ce soir là, nous proposons de dresser des PV, d'abord parce qu'il n'y a pas de raison (leur raccollage est tout aussi actif), ensuite parce qu'ils

s'approprient gratuitement un quart d'heure de notre temps (le temps c'est de l'argent!).

Pour préparer tout ça: réunion le samedi 8 mars après la manif à Jussieu à 19H

Des grrrèveuses

(1) Mouais... on se fait rarement violer place St Michel... Que diriez-vous, plutôt, de ces rues de banlieues désertes et sombres où vous abandonne l'autobus ou le train au retour du boulot et où canotent paresseusement les voitures des voyageurs de commerce en mal de mélancolie vespérale? ndlc



(photo Monoque Feldstein)



Plogoff, le point de non retour

Le dimanche 3 février, à Plogoff, Annie Carval, présidente du comité de lutte, déclarait au micro devant les manifestants «il faudra tenir 40 jours. Ce sera sûrement plus dur pour eux que pour nous.» 26 jours après, c'est dur pour tout le monde. Mais Plogoff tient. Les 600 gardes mobiles du début ne suffisent plus à assurer leur tâche de surveillance, de répression, de garants de la procédure «démocratique» d'enquête d'utilité publique, ils ont été renforcés en fin de semaine dernière par un contingent de parachutistes venus donner le coup de main indispensable contre les habitants du Cap Sizun.

Depuis 2 semaines, les événements s'accéléraient. Les habituelles bagarres de 17h s'étaient à plusieurs reprises terminées par des arrestations, notamment celle de Clet Ansquer, qui s'est vu condamné à un mois de prison à Quimper le 27 février. Des affrontements de rue avaient bien sûr clôturé la journée. Auparavant, dans la même ville, une jeune femme avait été sérieusement tabassée par la police pour avoir manifesté son soutien à un garçon

lanceur de pierres à Plogoff. Et tous les jours, dans les rues et les champs du Bourg, c'était la course poursuite entre les gardes et les capistes qui ne faiblissaient jamais dans leur résistance active.

Vendredi soir, la catastrophe a été presque atteinte. Les affrontements les plus violents qui aient jamais eu lieu se sont produits. C'était la routine du départ des camionnettes, la routine des pierres lancées, des injures proférées par les 400 personnes faisant face aux gardes mobiles. Tout ça, en un instant, s'est transformé en ferme bagarre inégale, lorsque les parachutistes ont pris à revers le village. Matracages à tout crin, nuages de lacrymogènes, tirs tendus de grenades offensives, panique causée par l'hélicoptère volant au ras du sol, des dizaines et des dizaines de blessés... et pour finir 11 arrestations. Ceux qui, après la nuit des barricades du 31 janvier, avaient comparé la situation avec celle de l'occupation allemande admettent à présent que ce qui se passe est presque pire.

Le préfet du Finistère a mis le

Gardes mobiles devant la chapelle St Yves à Plogoff, protégeant une mairie annexe.

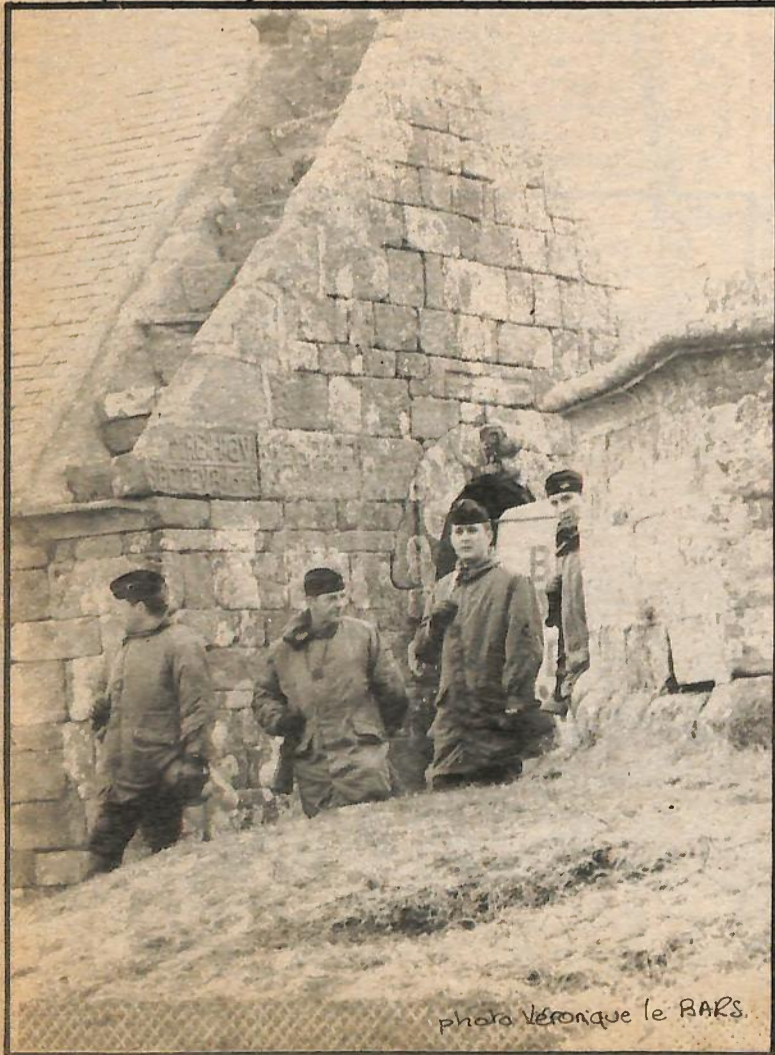
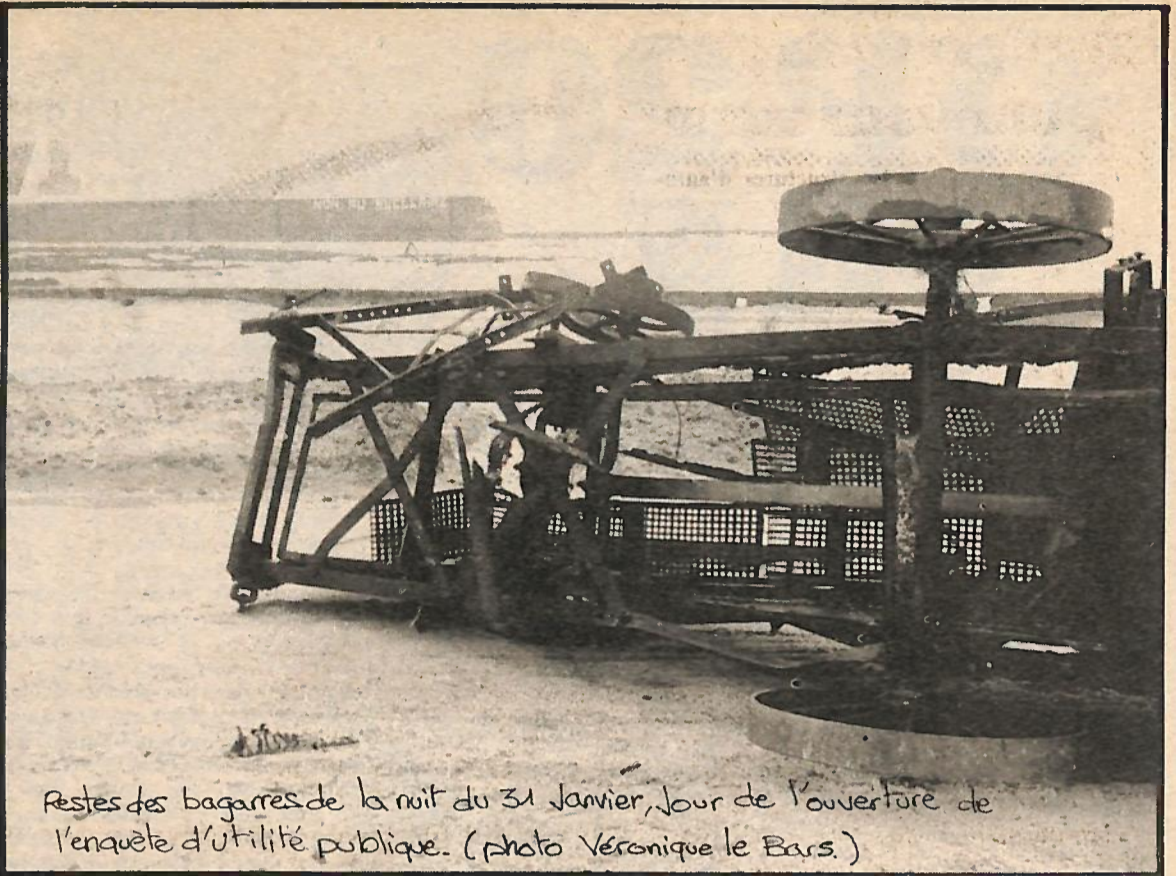


photo Véronique le BARS.



Restes des bagarres de la nuit du 31 Janvier, jour de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. (photo Véronique le Bars.)

paquet, et il ne lâchera pas. Pas question, semble-t-il, de tenter de faire baisser la tension. Il écrasera la révolte et ils devront céder. On a parfois l'impression de rêver ! Comment peut-on imaginer qu'au point de non-retour où ils en sont, les habitants laisseront tomber la lutte ? Le maire de Plogoff déclarait au Matin-Dimanche : «il y a 600 gendarmes aujourd'hui. Mais si les travaux commencent il en faudra 5000.» En effet, l'épisode de l'enquête d'utilité publique n'est que le premier d'une histoire qui commence. La fin de l'épisode aura lieu du 10 au 14 mars, quand,

selon l'usage, la préfecture sera ouverte aux habitants pour clôturer l'enquête. Et la suite du roman se poursuivra avec le début des travaux de sondage qu'EDF ne manquera pas d'effectuer sur le terrain.

Mais que mijote EDF ? Dans l'Information-Pressé qu'elle diffuse régulièrement pour faire le point sur les projets en cours de réalisation et en prévision, tous les sites connus pour avoir été retenus y figurent; tous, y compris le Pellerin et Golfech... mais pas

Plogoff. Bizarre.

Sans pouvoir encore avancer trop d'analyses sur la lutte anti-nucléaire de Plogoff, on est bien obligé de constater que l'opposition a pris dans cette région un tournant jamais vu. Serait-ce la fin d'une utopie non-violente ? Serait-ce la fin des illusions sur les oppositions à la limite de la légalité ? Face à un Etat décidé à imposer par tous les moyens sa volonté, sera-ce la démonstration qu'il faudra un jour employer les mêmes moyens pour résister ?

Hélène Crié

sous alimentation

La campagne de sous-alimentation que nous avons entreprise le 17 février ne se fixe pas pour objectif une sensibilisation sur le problème de l'extermination par la faim dans le monde parce que certaines de vos réactions considèrent comme un souci de cohérence de la part d'occidentaux mal et trop nourris. Cela ne pourrait que signifier une impasse totale sur les phénomènes d'interdépendance entre les économies des pays du monde entier. Compte-tenu de cette pseudo-solidarité économique, nous croyons qu'il est temps de prendre conscience que notre solidarité d'opprimés doit s'exprimer concrètement en des revendications qui soient directement politiques et institutionnelles.

Les cinquante millions de personnes qui meurent de faim tous les ans ne peuvent pas attendre que nous ayons fait le «ménage» dans nos propres systèmes sociaux. Elles ne peuvent non plus se contenter des multiples expériences qui, ici et là, sont financées par des associations et organisations non gouvernementales. Il ne s'agit pas pour nous de réduire cette forme d'intervention à un quelconque «réformisme». Bien au contraire, il nous importe d'épauler cette forme de solidarité par une campagne qui mette nos gouvernements devant leurs responsabilités en la matière, ce qui signifie que ceux-ci doivent commencer à pratiquer une politique d'aide et

de coopération réelle. Les quelques propositions que nous faisons dans notre appel peuvent contribuer, si elles sont suivies d'effets, à impulser un tel changement de perspective.

Il ne nous est plus loisible de n'être que les critiques d'une hypocrisie qui, concernant l'extermination par la faim, s'étale dans un monde qui possède suffisamment de terres pour nourrir la population qu'il porte. Les longs délires sur les risques engendrés par la croissance démographique sur l'équilibre alimentaire ne changeront pas la réalité tête des faits et des chiffres. Nous ne résoudrons pas le problème de la faim en devenant plus pauvre (individuellement ou collectivement). L'une des solutions réside dans une meilleure répartition des ressources que nous n'obtiendrons pas du jour au lendemain, ce qui ne doit pas nous empêcher de montrer dès aujourd'hui les voies qui peuvent y mener.

En attendant, nous ne pouvons pas rester insensibles et pourris de mauvaise conscience devant les millions de personnes qui aujourd'hui meurent de faim ou de malnutrition. Il y a urgence à accroître l'aide au développement, en volume, mais surtout en qualité. C'est sur ce dernier aspect des choses qu'il nous faudra mettre l'accent tout au long de cette campagne. L'aide au développement

ne sera plus une arme alimentaire le jour où nous ne laisserons plus les gouvernements et les sociétés agro-alimentaires faire en la matière, ce qu'elles estiment bon pour leur compte en banque ou leur politique.

Marc Thivolle

A ceux qui désireraient approfondir leur connaissance sur les mécanismes qui ont produit, et continuent à produire, ce génocide par la faim qui touchent les deux tiers de l'humanité, nous conseillons la lecture de trois ouvrages : «Comment meurt l'autre moitié du monde» (Susan Georges) chez Laffont. «L'arme alimentaire» (Sophie Bessis) chez Maspéro et «Le nouvel ordre de la faim» (François De Ravignan et Albert Provent) au Seuil.

La publication dans le dernier numéro de la Gueule Ouverte d'une liste de menus plus que fantaisiste (et que nous n'utilisons absolument pas) ne doit pas être saisie, comme cela a été le cas, par certains de nos lecteurs pour ne réagir (par des critiques parfaitement fondées) qu'à côté de la plaque. Nous luttons pour que des solutions politiques soient mises en oeuvre pour résoudre le problème de l'extermination par la faim dans le monde, non pour rechercher une alimentation saine et équilibrée (cela est une autre affaire, qui n'exige pas le même type d'engagements).

Alternative Radicale
Chez la Gueule Ouverte
163 rue du Chevaleret
75013 Paris
Chèques libellés
à l'ordre de Marc Thivolle

OP 20 on y revient

Après avoir publié brièvement les nouvelles de la marche des OP 20 sur la Hollande, il était temps de faire un peu le point sur les événements.

Cela fait un bon bout de temps qu'on suit la lutte des OP 20 à la GO ; des OP 20, des objecteurs et les insoumis en général, d'ailleurs. Il se trouve que ces derniers emps, c'est la presse tout entière qui s'est intéressée à eux, en suivant notamment assez fidèlement leur marche sur la Hollande. Ils ont été quelques uns du mouvement à reprocher à la GO de ne pas être intéressé d'assez près à leurs actions. Mais... qui ignore encore, parmi les lecteurs, les problèmes des objecteurs ? Qui a encore besoin d'une page hebdomadaire sur le sujet pour savoir que des types luttent de ce côté là ? La GO n'a jamais laissé tomber les luttes antimilitaristes et ce n'est pas demain qu'elle le fera. Mais elle peut considérer comme une victoire que les journeaux tels que le Monde, le Matin, France Soir et bien d'autres reprennent les informations qu'elle a été longtemps seule à donner.

A défaut d'avoir participé à la marche sur la Haye, la GO publiait des compte rendu. Mais c'est vrai qu'il était temps d'en savoir un peu plus long sur les péripéties des OP 20 pendant leur voyage et leur séjour à Amsterdam. Un samedi après midi, dans le bistrot le plus proche du journal en plein bouclage, devant des jus d'orange, Didier a raconté un peu pêle-mêle tout ce qui lui tenait à coeur, à lui et à ses compagnons OP 20. Sur la marche en France, il n'y avait plus grand chose à dire. Le PS les accueillait la plupart du temps

dans les municipalités traversées. Il soutenait, même si les OP 20 ne sont pas d'accords avec sa prise de position insuffisante par rapport à l'armée.

Après les incidents du passage de la frontière, où des marcheurs ont été arrêtés, ils sont arrivés à Bruxelles, et sont allés en délégation à la Maison de la Paix.

Là eut lieu une rencontre avec des parlementaires européens, flamands et wallons du PS belge. Ceux-ci soutiennent la lutte des OP 20, tout en connaissant assez mal la situation française. Ils pensent tout bonnement que la France est un pays sacrément arriéré sur ce plan. En tout état de cause, ils interviendront au parlement européen si toutefois le PS français fait aussi quelque chose.

La marche continua sur la Haye, où une manifestation d'accueil les attendait. Amnesty International, le VD (objecteurs hollandais), le PSP s'étaient mobilisés devant le Parlement en les attendant... eux sont arrivés en retard ! « On a l'impression qu'ils n'avaient pas vraiment compris le but de notre action. Ils croyaient que notre marche était un truc clandestin, alors ils n'avaient pas fait beaucoup de publicité. Enfin maintenant tout le monde est au courant ».

ASILE POLITIQUE

Sûrement ! Car ils ont remué les choses, les gens et les bonnes

volontés à Amsterdam. Leur objectif était de demander symboliquement l'asile politique aux Pays Bas. Symboliquement, car il était hors de question de se placer sur le même plan que les « vrais » réfugiés tures ou chiliens. Malgré tout, ils se sont heurtés à de nombreux obstacles. D'une part les avocats d'Amsterdam ne semblaient pas très chauds pour mettre la paquette sur une affaire « symbolique ». D'autre part on leur a annoncé qu'étant ressortissants d'un pays démocratique de la CEE, leur demande était irrecevable. Ils ont fini par envoyer quand même cette fameuse demande d'asile au gouvernement néerlandais, laquelle leur a été refusée : les OP 20 n'étaient pas vraiment en danger en France. Point final.

Pendant ce temps... ils vivaient à Amsterdam, ensemble, avec tous les problèmes et les trucs sympas que cela représentait. « On était hébergés dans un grenier. C'était drôle... il régnait une vraie ambiance de réfugiés politiques, avec nos discussions sur « l'affaire », l'atmosphère du groupe. Moi je n'oublie pas la pluie, les canaux, la bouffe hollandaise. On partageait notre temps entre les démarches auprès des parlementaires, les visites dans les musées, la fréquentation des pubs. On a rencontré beaucoup de squatters ; le mouvement est très fort là-bas.

- Quelles étaient vos relations avec les objecteurs et insoumis du coin ?

- D'abord il n'y a pas d'insoumis au service civil : les objecteurs ont un salaire correct, des bonnes conditions d'affectation et de boulot. Il y a seulement des insoumis totaux. Eux voyaient assez mal le fait qu'on fasse une demande d'asile politique dans leur pays. Cela revenait à considérer la Hollande comme un pays démocratique, ce que eux contestaient puisqu'ils étaient insoumis.

- Financièrement, comment tenez-vous ?

- Avant de partir à Paris, nous avons organisé un gala de soutien, on gardait cet argent pour financer notre voyage retour. Pendant la marche on a fonctionné sur nos réserves personnelles. Bien sûr maintenant on a tous des dettes. Et à Amsterdam, des copains français nous envoyaient du fric. C'était vraiment sympa de leur part. A part ça, c'est sûr qu'on est tous mal en point financièrement. On appelle toujours à un soutien financier pour pouvoir continuer la lutte, et aider les copains en prison.

PERSPECTIVES D'ACTION

Ils sont 14 en taule; combien d'emprisonnables encore ?

- Une centaine. J'en fait partie. On attend la décision du Conseil d'Etat pour ne plus l'être, mais le ministère de la Défense gêne considérablement les démarches administratives. Après, il faudra repasser en commission juridictionnelle. Tu vois, toutes ces histoires nous empêchent complètement de parler comme on le voudrait des problèmes de l'armée, de la militarisation. Je ne dis pas que c'est passé au second plan, mais c'est vrai que nos priorités sont actuellement la libération des copains en prison, qui doivent passer le plus vite possible devant le Conseil d'Etat et la commission juridictionnelle. Nos avocats ne boagent pas beaucoup. Ils doivent en avoir marre.



Moins qu'eux de toute façon ! Drôle de vie itinérante et pas très tranquille. Mais comme le fait remarquer Didier, « c'est un choix : soit tu vis peinard et sans bruit (mais ce n'est pas facile car, insoumis, tu te retrouves vite chômeur) soit tu fais du barouf autour de ton choix politique. Comme les OP 20 parisiens ne peuvent pas s'empêcher de bouger, moi qui suis de Sisteron dans le Sud, je les ai rejoints. »

J'aurai bien voulu savoir ce qu'ils allaient encore inventer pour faire parler d'eux. Après le virus dans l'eau de Paris, après les pendus de la Tour Eiffel et la marche vers la Hollande, il ne fallait pas laisser se refroidir l'inté-

rêt que leur portait la presse. Bien évidemment, même si des actions étaient prévues, on n'allait pas me les révéler comme ça. En attendant des AG régionales et nationales vont avoir lieu. Et dans Libé, tous les 15 jours, il y aura une transgression de l'article 128 du Code du Service National, qui interdit d'héberger des insoumis sous peine d'amende et de prison.

Pour l'instant, Michel Tallec, en prison à Metz, a débuté une grève de la faim. Il n'était déjà pas dans une forme terrible. On peut lui écrire à l'adresse suivante : Tallec, mat. 999, BP 1092, 57038, Metz cédex.

Hélène Crié



Rectificatif article sur Bercy, de Pierre Bellanger (GO n° 299)

« Je n'ai jamais donné mon accord à une opération de squatterisation à Bercy, et encore moins signé un appel de ce genre. Cette autorisation ne m'a d'ailleurs jamais été demandée, ni par vous, ni par un responsable du collectif Bercy : elle aurait été refusée. Il y a longtemps que cette éventualité a été débattue au cours de nos assemblées et de nos réunions. Je me suis toujours élevée contre cette action. Je pense en effet qu'elle ferait pour beaucoup de raisons le jeu de la Mairie de Paris. En vous remerciant. »

Armand Toucanne

Affaire Laniez

Les flics ont décidément une dent contre Gérard Laniez : après l'avoir fait tomber sur la base d'un dossier vide, pour proxénétisme, ils menacent aujourd'hui de le poursuivre pour une émission de radio libre.

Gérard intéresse particulièrement la police, et pour cause : plus de 10 ans de militantisme sur Dunkerque, du Secours rouge au M.L.A.C. et j'en passe, et puis plus récemment, sa solidarité active avec les prisonniers politiques allemands de la R.A.F. (Fraction armée rouge). L'année dernière, on a trouvé le biais pour griller Gérard sur Dunkerque : le proxénétisme. En effet, sa compagne Joëlle se prostituait occasionnellement et de son plein gré dans un bar de Dunkerque, «La dolce vita». Quelques mois après une descente de police dans ce bar (au cours de laquelle seule Joëlle fut inquiétée) Gérard était inculpé et détenu préventivement pendant six mois. Le 27 mars 79 il était condamné à 12 mois de prison, dont six avec sursis, 5 ans d'interdiction de séjour dans toutes les grandes villes et dans plusieurs régions, 5 ans de privation de droits civiques, et 10 millions d'amende. Rien que cela sur la base d'un dossier vide : Gérard gagne sa vie, les quelques témoins à charge se rétractent rapidement; reste un prospectus publicitaire pour des «voitures chères», trouvé chez lui (il n'a d'ailleurs pas le permis!). La tenancière du bar déjà condamnée pour proxénétisme en Belgique, mais «protégée» par un notable local (P.S) qu'elle a épousé depuis, n'écopait que d'une peine minime. Les amis des autres femmes prostituées de ce bar n'intéressaient pas la police...

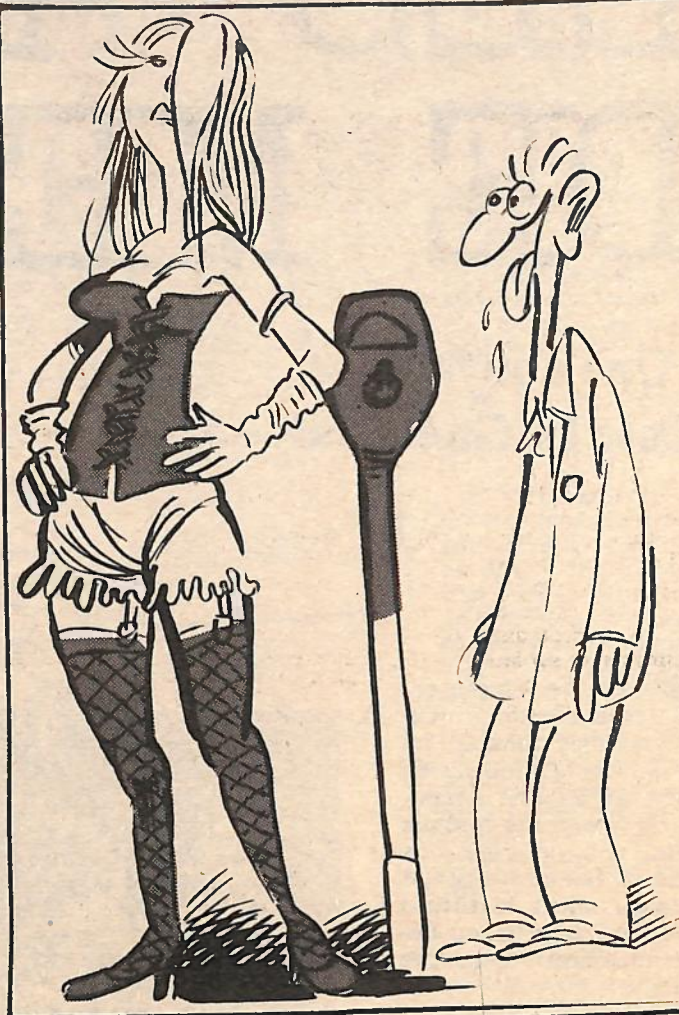
Emigrant vers le sud de la France, l'amende payée (plus un million d'impôts) (1) pour Joëlle) ils pouvaient espérer être tranquilles. Il n'en est rien : menaces téléphonées et écrites coups de fil aux employeurs, etc. la guerre d'usure.

Aujourd'hui les flics ont trouvé mieux : Gérard, qui n'a pas cessé ses activités politiques, vient d'être interrogé (seul sur une vingtaine de participants) pour avoir participé à l'enregistrement d'une émission de Radio «Fil à soi». Il s'attend à être inculpé prochainement.

Ces nouvelles poursuites ont-elles pour but de faire tomber le sursis de Gérard ? Pourtant depuis quelques mois, la solidarité s'est organisée autour de lui, à l'initiative de féministes parisiennes, qui pour faire échec à cette «cabale policière» ont constitué un comité (mixte) pour informer et collecter des fonds pour permettre à Gérard et Joëlle de rembourser les dettes. Ainsi que pour combattre des lois sur le proxénétisme qui permettent de réprimer les prostituées et non les profiteurs de la prostitution (voir GO n° 297).

Ces nouvelles poursuites risquent bien, contrairement aux espoirs de la police, de renforcer la solidarité autour de Gérard et Joëlle en montrant clairement le caractère politique de ces persécutions.

1) Rappelons que les impôts sur la prostitution, qui constituent un



véritable proxénétisme d'Etat, sont actuellement illégaux, la prostitution étant un acte «privé» et non une profession.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la

permanence téléphonique de *Cécile - Remue ménage*, au 277 36 32, tous les mercredi soir. Dès maintenant on peut aussi adresser des chèques de solidarité à la mère de Gérard, Mme Laniez, 9 rue Mozart, 59 210 Couderke Branche.



Révolte :

Procurez-vous d'urgence le nouveau **Magazine Littéraire** (n°157, fév. 80, 40 rue des Saints Pères, 75 007 Paris) pour tout savoir sur trois grands hommes de notre temps, Burroughs, Kérouac et Ginsberg. La beat-génération, dans toute sa folie créatrice, son désir de détruire le Kapital et sa recherche d'un autre monde, plus humain : indispensable, non ? Pour compléter votre ballade dans cette partie la plus vivante de la culture US, il faut absolument lire l'énorme **L'aliénation dans le roman américain** de Pierre Dommergues (Ed. 10-18), une analyse brillante de l'ambiguïté des intellectuels de là-bas, coincés entre la révolte et le pouvoir.

Oeil :

Jusqu'au 5 avril, vous pouvez visiter la Galerie Agathe Gaillard (3 rue du Pont Louis Philippe, 75 004 Paris) qui présente les œuvres de Richard Kalvar. Vous pouvez aussi ne pas y aller, mais je vous en voudrai.

Bicots :

Depuis 1974, l'Association Médicale Franco-Palestinienne (AMFP, 14 rue de Nanteuil, 75 015 Paris, tél 531 43 38) se dépense sans compter pour soulager la misère de ce peuple sans terre. Elle a, entre autres, transporté des tonnes de médicaments. Voilà qui fera plaisir à Pradal ! Il est temps que de nouvelles forces viennent relever ses pauvres membres fatigués : s'informer, c'est déjà s'y mettre un peu. C'est pourquoi vous demanderez le nouveau n° du Bulletin Palestine Solidarité, pour 3 balles, c'est donné. Si vous ajoutez 15 balles, vous aurez droit à la brochure **Palestine, lutte et poésie**, où sont traduits les textes des meilleurs poètes militants de là-bas.

Feux :

Le nouveau N° de **La Tomette Libérée** vous offre un texte inédit de Jean Pain, le trafiquant de broussailles bien connu des lecteurs de la GO. 12 balles pour 6 N°, chez Pierre Marquer, 9 rue Pierre Blanc, 83 690 Salernes.

Encre :

Ceux qui se foutent des broussailles mais s'intéressent particulièrement à la presse de contre-information se jeteront sur le N° 2 de **Fontaines jaunes**, bulletin de liaison des journaux d'expression locale. Indispensable pour savoir si votre voisin du dessus que vous preniez pour un débile n'est pas, en réalité, un fou de la rotative. 4F. (c'est un peu cher, non ?) chez Alain Pouffet, 9 rue Raymond Ducourneau, 33 110 Le Bouscat.

Nature :

Les œuvres du Photographe Jean Pierre Sudre (jusqu'au 27 mars à la Galerie des Métiers, 4 rue des Bachettes, 06 410 Biot) vous donneront sûrement envie d'aller fréquenter les pelouses et les peupliers. Sinon, c'est que vous êtes malades.

Lunettes :

La plus petite revue underground, c'est sûrement **L'île** qui tient dans une enveloppe. Comme ça, vous pourrez la recevoir en cachette de vos parents. L'île, D 8 Place de L'île de France, 93 150 Le Blanc Mesnil.

Retard :

Les amateurs de hard-rock teigneux attendaient avec impatience la venue en France de Statu Quo. Ils sont déçus : la tournée est reportée à la rentrée. Alors ils se rattrapent avec leur disque **Whatever you want** (Vertigo, dest. Phonogram) déconseillé aux nerveux.

Béton :

Le film **La ville à prendre** s'est transformé en bouquin écrit par le réalisateur, Patrick Brunie. C'est publié chez Hachette; on y retrouve les dialogues du film et on y apprend comment les militants tripotent la caméra.

Vacances :

Le Centre des Mauquiers (Vilcroze, 83 690 Salernes, tél 94/ 70 66 73) rouvre ses portes et propose aux amateurs de sensations fortes un beau paquet de stages (danse, guitare, théâtre, photo, tissage, massage etc.). Demandez la documentation. Ça me paraît un peu cher : marchandez !

Culture :

Beaucoup de cassettes intéressantes à la Fnac Forum des Halles (1 à 7 rue Pierre Lescot, 75 001 Paris) cette semaine. Le 5 (18h.) : le rock français et la presse. Avec des membres de Starshooter (qui sort un nouveau 45T. **Toi, moi, nous** chez Pathé Marconi), Ganafoul et Elvis Platiné. Ça risque d'être rigolo. Le 7, à 15h. : Y-a-t-il une nouvelle histoire ? et à 18h : La crise de l'enseignement de l'histoire, avec Emmanuel Le Roy-Ladurie. Le 8 (18h.) : cinéma et histoire, avec René Allio. Et du 10 au 14, ne ratez surtout pas la semaine organisée par l'excellente et indispensable revue **L'Alternative** (chez Maspéro) sur le thème : Droit et Liberté en Europe de l'Est. On y boira de la vodka avec des dissidents.

Rire :

Mini-festival du cinéma d'humour à La Maison de la Culture de Grenoble (76/ 25 05 45) : **Shlock**, de John Landis, le 5. **Allegro non troppo** de Bruno Bossetto, le 6. **La Frairie** de Francis Chevaud, le 8. C'est un ordre : riez !

Docteur Bernard Blanc

deuxième partie

LES AVENTURES DE MEC ET NANA

Une nouvelle de Loïc Le Guénédal

Paris, le matin. Station Chatelet-Halles-Jardin. Un aveugle simulait les efforts d'un accordéoniste en train de jouer. Réussie la rénovation très récente des couloirs qui avait, enfin, supprimé tous les bruits; de fait les voyageurs supportaient mieux le silence gratuit quand ils passaient devant les musiciens reconvertis en mîmes.

Quatrième niveau. Le centre commercial n'était pas tout à fait désert. Des bandes de vieillards agrandissaient leurs territoires sur les bancs publics à l'ombre des néons.

Malgré l'heure matinale pour l'hiver, dix heures, deux ou trois péripatéticiens au travail... Sans les voir un homme sur un énorme patin à coussin d'air cirait le sol au troisième niveau quand Mec déboucha de l'escalier mécanique. Derrière l'homme de ménage qui en mettait un coup, il repéra un distributeur automatique d'herbes étrangères. Il en profita pour se payer un joint avec sa carte «verte».

Au premier niveau des filles à moitié habillées vendaient des billets pour une expo sur les années 70 à un semblant de foule japonaise, qui exhibaient à cris aigus leurs permis-photos. Des enfants au niveau zéro qui descendent à l'envers le ruban magnétique... Flics par trois, le talki-walki congestionné et l'œil sanguin, qui font la chasse aux derniers noctambules basanés...

Mec s'extirpa à regret du cocon-politain. Mal à l'aise dans ses pensées, la lumière, l'odeur de l'air sans odeur. Il se réfugia dans le grand jardin... L'ombre des fourrés épais, rassurante et chaude. Bourré d'enfants ! Terrain d'aventures idéal avec simulateurs de pièges mortels et pelouses armées. Tout cela programmé, bien sûr par les meilleurs

(Mec est toujours à la recherche de Nana...)



dessin de LEM.

psycho-jardiniers de l'administration.

-Salut !

Mec sursauta.

-Qu'est ce que tu fiches là ?

La grande fille brune se défit du buisson qui l'entreprenait.

-Je t'attendais.

-Ah ouais... et depuis quand ?

-T'es un peu trop curieux...

-Ça fait trois jours que je te cherche, figure toi... J'ai même voyagé jusqu'à Evry 10 pour te trouver...

-Oh Pauvre !

Elle lui prit le bras; les yeux fardés. Le serrant contre elle comme un frisson étrange qu'on a envie de garder autour de ses reins.

-Tu veux un joint, demanda-t-il ?

-Non. J'ai juste envie de marcher. On est bien ici. Il faut que je te parle.

- Tu ne crois pas que tu aurais pu le faire plus tôt ?

Baiser d'elle à la sortie d'un fourré.

-Je te jure, Mec, c'est sérieux... Je pouvais pas avant. Si tu me laisses parler, tu verras que ce ne sont pas des histoires.

Alors, pas très loin d'un orme qui existait encore par hasard, elle se mit à parler. Elle lui déversa trois jours d'attente et d'angoisse, de caches et de peur... de double solitude, Mec lui manquait. Retard inespéré à cause d'une manif spontanée, vision de la milice d'arrondissement devant le bat 23, images du chef d'îlot qui remuait les bras au ciel...

Fuite à travers des tas de couloirs avec des coins qui se ressemblent tous, hypermags et métros, arpens bitumés, cinésalles combles.

Tous les jardins de sa banlieue et puis ceux, inouïables de la ville... Paris la Pelouse... il y en avait des jardins depuis dix ans... le coup d'état.

Le coup d'état*... Légitime défense et gazon galopant, quand sur les Champs Epuisés des chars menés par des généraux écologistes ont labouré... depuis l'herbe et les fusils poussent côte à côte. Délations et Super-Environnement ! Conseil des sciences et Syndicats suprêmes ! Comme symbole de liberté : il est interdit de polluer, les barbelés sont en fer forgé : Soyez CONVIVIAUX ! Nana dans sa fuite avait fini par trouver refuge dans un parking évacué, silencieux, détaché des crimes d'autant qui ont quitté les sous-sols. Nourrie par les plats réchauffés, déposés, automatiques, devant les chambres d'un hotel «deux soleils.»

-Et le pire, Mec, c'est que c'est «l'Écopolitique» qui me recherche...

*Point d'histoire contemporaine.

(à suivre)



gouvern... nt consi...
e. C'est l... tution la...
nouvelle... né éner...
vie écon... ue,
cas où... incident d...
on autor... e énergé...
velles : s... e, géoth...
l'énergie... éaire et d...
CONVE... ON.
affage de... tique, de...
ur de pro... s nouvea...
e assure... dépendan...
e nouveaux emplois...
faire se peut le risqu...
que demande...



Il n'est pas plus révolutionnaire d'être pédé que femme ou breton

Mon histoire va peut-être vous paraître anodine comparée à celle de tous les lycéens des LEP luttant contre la loi Beulac, mais elle est bien révélatrice du climat de répression dans lequel on nous enferme nous autres lycéens.

On a passé mardi gras comme tous les autres mardis, le cul sur une chaise en comptant les «he» du prof.

Le bilan est pas génial et pourtant on a fait ce qu'on a pu.

Ah, j'oubliais : au mois de novembre le censeur a fait la chasse au H. Il y a eu des interrogations en règle avec paires de claques et distribu-

Je suis en première B (économique) d'un petit lycée du sud de la France qui passe pour être un bahut «libéral». Le procureur est un bon gros démagogue pas bien méchant mais il est secondé par un censeur des plus vicieux.

Il y a quelques années, tout allait bien; il y avait un foyer, une salle d'étude non surveillée, des pions sympas et des 10% qui marchaient... Avec l'arrivée de notre censeur, la répression commença.

En trois ans, les dix pour cent ont été supprimés, le foyer fermé, les études surveillées, la carte d'identité scolaire est réclamée à tout bout de champ, les sonneries ont été remplacées par une sirène et on a plus le droit de se mettre au chaud dans les couloirs à huit heures.

Face à ce grignotage, pas ou peu de réactions. Pourtant à l'occasion du carnaval, on a décidé cette année de se déguiser pour donner un petit air de fête. Demande d'autorisation au surveillant général qui nous répond : «vous n'allez tout de même pas vous déguiser, vous n'êtes plus des gamins». On a été surpris parce que d'habitude on nous affirme le contraire.

Histoire de réagir, on fait une superbe affiche et on la colle. Dix minutes plus tard le proviseur passe et l'enlève. On reprend nos crayons, mais un pion est en faction devant le panneau !

On va voir le proviseur qui nous dit que si cela ne dépendait que de lui... mais il y a le recteur... Aussi nous conseille-t-il de faire une demande au maire et au commissaire de police !

On va voir le maire qui accepte et, contents comme tout, on retourne voir le proviseur... Làs, le ton a changé et il se fache tout rouge. Résultat :

tion de sanctions. Si c'est ça la liberté...

Cécile

PS 1 : Dites, les féministes de la GO ; vous connaissez le bouquin écrit par le collectif de femmes de Boston qui s'appelle «notre corps-nous même» ? Si oui, parlez en.

PS 2 : je crois que la liberté existe en nous et que ce ne sont pas les CRS ou les censeurs qui nous ferons perdre espoir.



J'ai été assez surprise par l'interview du militant du FUORI parue dans deux numéros de la «G.O.» en janvier. Etant pas mal déçue par le mouvement homo en France, qui semble n'avoir plus aucune perspective et, s'être auto-enfermé dans une marginalité/nouveau ghetto, dans un petit monde à part, j'ai lu avec intérêt cette interview, ne connaissant pas

le mouvement homo en Italie. Malheureusement, à cette lecture s'est renforcée mon impression que le mouvement homosexuel n'a en général guère évolué depuis ses turbulents débuts (en France, notamment le FHAR) ; dire encore en 80 que « l'homosexualité est une sexualité révolutionnaire parce qu'elle n'a aucune vocation utilitaire, procréative » m'étonne. Ainsi donc l'identité révolutionnaire et donc politique, d'un individu serait déterminée par sa sexualité !

Je suis de plus en plus persuadé, en tant que pédé, qu'affirmer une identité sexuelle (homo, lesbienne, femme), ou une identité nationale (les mouvements de libération nationale) peut être une étape utile et nécessaire dans un processus de libération collective comme dans la prise de conscience individuelle de sa propre oppression. Mais cette revendication d'une identité ne peut être une fin en soi - il n'est pas plus révolutionnaire d'être pédé que d'être femme, breton, lesbienne ou basque).

Le problème est-il de revendiquer sa différence au point de créer à partir d'elle une identité qui cloisonne dans des étiquettes de toutes façons imposées par l'extérieur, ou bien que nos différences acceptées nous servant à mieux nous connaître et nous solidariser contre un même pouvoir qui nous écrase ? Ce qui est important pour moi, c'est qu'à travers mon identité de pédé je peux comprendre que mon oppression et ma misère ont leurs racines dans un système politico-économique précis qui ne se contente pas de réprimer les pédés. Et c'est là que je crée ma propre identité révolutionnaire — dans une volonté et dans un choix de lutter contre un système qui domine et exploite sous tous les aspects les individus et les peuples — et non simplement dans une certaine forme de ma sexualité.

Que Sakharov prenne ses responsabilités

Nous autres, membres du Groupement Interrégional contre les Bavardages des Ecologistes Timorés (GIBET) protestons contre la relégation sans son consentement d'Andrei Sakharov à Nijni Novgorod, actuellement Gorki.

Chaque être humain devant pouvoir faire ce qu'il aime et aller là où il en a envie et

connaissant l'amour de A Sakharov pour l'énergie nucléaire, le GIBET exige qu'on lui permette d'aller travailler, conformément à ses inclinations, dans une mine d'uranium en Sibérie.

GIBET, 1^{er} rue Charles Deibler, 75023 Paris.

Dolly

Hard mortel

Un bien triste événement... que la mort de Bon Scott... chanteur d'AC/DC, bou... par une overdose d'alcool... d'une automobile, quel... part à Londres. Un mythe... mais facile à assumer, s... dans le hard rock... bouffer d'éner... d'écluseurs... AC/DC a quelque... du groupe, m... même si... al-

Murs ont des oreilles

coolos à venir, le meilleur homme... se rendre au cad... Scott, c'est d'écou... ques du groupe. Et, en... n'est pas désagréable... moins qu'une messe, en... cas. Car le hard d'AC/DC... iment exceptionnel. Il m... belle mes émois de jeunes... l'écoute des premiers... de Led Zeppelin. **Wanted to hell** (Atlantic... est très... Le groupe y... les diffi... mortelles... gigan... terrible... pour une vie de... rigolos... mentaient... d'écouter, his... d'un système... ont il... avaient... aussi, p... se mettre au... jeune public... pour l'avenir de... pendant un moment AC/DC ne va plus leur donner... de faire l'école buissonnière. Heureusement, le pouvoir subversif de leur musique reste gravé sur quelques albums, dont **High Voltage** et **If you want blood, you've got it** (un titre malheureusement prophétique !) chez Atlantic (A&A).

En France, le hard aussi fait des petits : Ganafoul est parmi les meilleurs. Pour peu qu'il fasse attention à l'alcool, il risque de rester dans l'histoire du rock d'ici. Leur nouvel album, **Side 3** (Crypto ZAL 1988, dist. BCA) mérite une écoute attentive : issu de la bande britannique et nourri de musique américaine, Ganafoul a réussi la synthèse entre une expression bien de chez nous (même si elle est en anglais, le traître !) et l'esprit universel du rock. Grâce au petit label Crypto, qui a beaucoup travaillé, de son Est lointain, au développement d'une musique française de qualité, Ganafoul est un exemple plutôt encourageant pour tous les inconnus qui grattent leur guitare dans leur coin. Ils peuvent envoyer leurs bandes, mais attention Crypto est dérangé : on peut aller leur louer de la cornemuse au 21 place Broglie, 67 000 Strasbourg (tél 38/ 32 34 60). Il faut aussi que je vous avoue que le précédent album de Ganafoul, un **Live** (Crypto ZAL 1986, dist. BCA) n'est pas mal du tout. Faute avouée à demi pardonnée.

de la semaine :

Minuit Boule... uot à Paris... nous donne... album... Marco... Havre... Bus... 29). Dies... Vortex... Crété... d'un... vraiment... **Thanatos**... Malicorne à Metz. Minuit... susan à Lille. Palais des Cong...

Europe... Nogent... d'hui, Télé... **Samedi 8** : Art... The Ruts, Starbuckers et Casino Music au Pavillon Baltar (15h.). Mama Béa à Alès. Wishbone Ash à Nancy. Festival Folk à la Salle des Fêtes de St Hilaire du Harcouet avec Gwendal et Bensusan. Malicorne à Metz. Minuit Boulevard à St Honoré les Bains. **Dimanche 9** : Extraballe, Joe

servat à Annecy, avec son nouvel album : **L'or et le sel** (Phonogram). **Samedi 8** : Wishbone Ash au Palais des Sports de Lyon, avec les formidables Headboys. Mama Béa à Elbeuf. Malicorne à Spinal. Marquis de Sade à Landua. Vortex à Melun. Diesel à Dijon. Servat à Valence. **Vendredi 7** : Lavilliers à Clermont-Ferrand. Wishbone Ash et Headboys au Palais des Sports de Dijon. Marquis de Sade à Brest ou à Quimper. Minuit Boulevard à Nevers. Malicorne à Nancy. Rocking Rebels à Mont-de-Marsan : son album chez CBS... Nino Ferrer à Douarnez. L'évènement de la semaine, c'est le début du Festival

Jackson, Marquis de Sade, Little Bob Story et Simple Minds au Pavillon Baltard. Minuit Boulevard à Sens. Tri Yann à Angers. **Lundi 10** : Ce soir et demain, Lavilliers à Bordeaux. Festival Rock Culture à la Maison du Peuple de Clermont Ferrand. Bensusan à Nancy. Servat à Villefranche du Rouergue. **Mardi 11** : Servat à Rodez. Little Bob Story à Rouen. Les Dogs au Palace. Gwendal à Lorient.

Bernard Blanc

chants indiens

Floyd Westerman - chanteur Indien d'Amérique du Nord - donnera deux représentations exceptionnelles au F.L.A.P. 30, rue Cabanis 78 014. Les 8 et 9 mars à partir de 20h.

Floyd Westerman est un Indien Lakota (Sioux). Il est né et a vécu les premières années de sa vie sur la terre d'une réserve dans le Sud Dakota. A l'âge de 7 ans il a du quitter la réserve et entrer dans une école publique où il fit pour la première fois l'expérience de l'assimilation colonialiste : il a du apprendre l'anglais car on ne lui permettait pas de parler sa langue, il a du apprendre à lire et à écrire car on ne lui permettait pas de danser, il a du apprendre la religion chrétienne car on ne lui permettait pas de pratiquer sa spiritualité.

Floyd ne chante pas pour des amateurs de folklore en mal d'exotisme qui veulent entendre de la musique indienne ou pour ceux qui s'intéressent à l'anthropologie ou à l'ethnologie. Sa culture et sa langue presque exterminées par les blancs, il les garde pour lui-même, il ne veut pas se spécialiser. Floyd, dans son style simple, imagé mais sans le vol des terres, la poésie de la nature, et la puissance nucléaire (80% des réserves d'uranium des USA se trouvent sur territoire indien) ainsi que la pression colonialiste sur les réserves mais il chante aussi pour un monde simple, humain, de la nature. Il ne s'agit pas de romantisme menteur et de rêves nostalgiques mais de la survie d'une race et de son identité culturelle.



A l'aise dans mes santiags

Quand j'étais petite, Lyon était pour moi une ville à propos de laquelle je cultivais, péle-mêle, les mythes des tapisseries et des «Compagnons de la Croix-Rousse», héros d'une série enfantine de la bibliothèque Verte. Cette vision limitée s'est quelque peu étoffée grâce aux visites récentes que j'ai rendu à la cité des canuts. Dernièrement, dans les coulisses de la Bourse du Travail qui venait d'accueillir Malicorne et 1 800 spectateurs, je tombais sur Beline, chanteuse de **La Bamboche**, éminent groupe folk lyonnais, le «2ème de France» suivant la classification de certains critiques du show-biz. Curieuse de nature, le lendemain je me hissais au sommet de la Croix-Rousse pour rencontrer en chair et en os une petite partie de ces musiciens dont je ne connaissais que les voix et les instruments pour les avoir entendus sur leurs disques.

Ils étaient 3 ou 4 de **La Bamboche** et du **Grand Rouge** au siège des **Editions du Gros Caillou**, niché dans un immeuble joliment vieillot du plus vieux quartier de Lyon. De canuts, point; ils sont morts depuis longtemps. Mais des amoureux d'une tradition populaire et d'un héritage culturel à la recherche duquel ils sont partis depuis longtemps. Deux groupes différents musicalement, qui ont en commun une inspiration «folk» dans les instruments utilisés et dans la collecte de textes originaires de toute la France.

La Bamboche, depuis 3 ans, a fait largement place dans son répertoire à une instrumentation électrique et à de nombreux textes personnels. Le Grand Rouge, lui, reste dans un registre beaucoup plus strict d'instruments traditionnels et de textes d'époque. Leur démarche commune se situe sur le plan de l'implication sociale actuelle que peut présenter le fait de montrer en concert ou sur disque un passé riche de traditions au public d'aujourd'hui.

«Notre idée de base est qu'on ne chante pas n'importe quoi n'importe comment sous prétexte que c'est joli et poétique. D'une part on s'attache à restituer le contexte. D'autre part on a toujours été attiré par les chansons qui avaient une orientation directe et significative. Sans conforter personne dans le mythe et le leurre du retour à la nature à tout prix, on peut utiliser une certaine tradition et l'ancrer dans la réalité actuelle.

-C'est une démarche qu'ont revendiqué pas mal de folkex il y a quelques années. Mais cette démarche culturelle passe par le support musical. Il semble, à en croire les modes, la presse et les affluences aux concerts, que l'intérêt pour la musique folk est plutôt décroissant ces temps-ci.

-Ça c'est bien un truc de journaliste ! A chaque fois qu'on joue quelque part on a la preuve que le mouvement folk n'a pas plongé. Il y a toujours du monde et au contraire notre public s'est élargi. On n'attire plus uniquement des puristes, mais aussi des gens qui ont certainement des goûts musicaux plus éclectiques.

Il est sûr qu'entre 70 et 77, le mouvement folk a connu une popularité sans précédent. Mais c'est aussi parce que la presse s'en est fait l'écho. Tiens, d'abord est-ce l'importance du mouvement qui a poussé les médias à en parler, ou l'inverse ? Quand on fait la comparaison entre ce qui se passe aujourd'hui avec le rock, qui lui est complètement orchestré et manipulé, on s'aperçoit qu'il y avait vraiment très peu d'analyse en profondeur du mouvement folk. Maintenant, c'est fou le nombre de pages qui sont noircies pour expliquer la portée sociologique du phénomène rock ! Nous, on fait une musique dévalorisée qui n'a jamais bénéficié d'une grosse promotion; on avait droit à des articles pseudo-ethnologiques de temps en temps, et encore... Les meilleurs commentaires qui ont été faits sont dus à des musiciens qui ont eux-mêmes pris ça en charge.



BOREDUM

-J'ai quand même l'impression que l'engouement pour le folk a vieilli. C'est assez indéniable que dans les lycées, aujourd'hui, on se passionne plus pour les Clash ou Téléphone que pour la cornemuse ou les dulcimers. Peut-être qu'effectivement c'est superbement orchestré par les médias, mais ça correspond à un état d'esprit bien différent qu'il y a 5 ans. Je me leurre peut-être en pensant que l'atmosphère folk venait aussi d'une idéologie plus sereine, d'une façon un peu moins désespérée et «no-future» d'envisager la vie quotidienne.

-Sûrement. Dans l'esprit, notre musique est celle des années 70. Ça s'est arrêté en 78. Pas nous, faut croire. Ni d'autres qui nous suivent encore sur ce terrain. Mais il n'y a guère de renouvellement. C'est un peu dur à dire, mais je suis sûr que ça correspond à

une certaine démission politique.» Et Pierre (je crois bien que c'était lui, du Grand Rouge, à ajouter cela), termine sur un ton amer : «Cette mode des années 80, efficacité-modernité-et-pas-plus-loin, a été savamment et magistralement imposée par Libé et Actuel qui ont récupéré une grosse partie des jeunes.»

Lyon, capitale de truc

Néanmoins, même si la Bamboche et le Grand Rouge appartiennent à un milieu musical qu'il est convenu d'appeler folk, ils sont Lyonnais et comme tels, vivent dans une ville où les phénomènes culturels jaillissent de toutes parts. De Paris, on évoque souvent le rock éffréné de Lyon, ou les nombreux folkex qui y travaillent, ou

les riches formations de Jazz telles que le Workshop. Pourtant, «il n'y a pas de ville plus anti-culturelle. Au niveau de la municipalité, c'est vraiment zéro en ce qui concerne les subventions. La vie qui s'est créée ici est d'autant plus forte, puisqu'officiellement rien n'est fait.

Il se passe des trucs intéressants dans tous les domaines et Lyon, capitale-de-truc, du rock ou d'autre chose, c'est fini. Ici, tout le monde se connaît, et il n'y a pas le sectarisme inter-«discipline» qui peut exister à Paris. Par exemple, le chanteur de **Factory** (*) connaît tout ce qui se passe dans la ville au niveau du folk. Et Kent, le chanteur de **Stratshooter** (**) dit : tout le monde fait de la musique, et bien c'est super. On avait eu un jour le projet de faire un grand concert commun avec tout ce que Lyon compte de musiciens. Même si on se plante, ça vaudrait le coup d'essayer.»

Il aurait vraiment fallu passer un mois à Lyon... et encore... pour me rendre compte par moi-même de cette réalité qu'on évoquait en discutant. A défaut, et pour tout de même qu'il en reste quelque chose, j'ai glané assez vite des noms d'endroits intéressants à fréquenter si par hasard je repassais par la ville. Liste non exhaustive, bien sûr !

Hélène Crié

DISCOGRAPHIE RÉCENTE :

La Bamboche : «La Saison des Amours», chez Ballon Noir.
Le Grand Rouge : «Traverser du Pays», chez Hexagone.

* **Factory**, groupe rock de la région de Lyon, qui actuellement joue une comédie musicale policière de Manchette, au théâtre.
* **Stratshooter**, il est vraiment besoin de les présenter ? C'est du rock à fond la caisse, mais sorti de Lyon depuis bien longtemps.

LYON LYON LYON LYON

Les Clochards Célestes; place Chardonneret. C'est une association qui a ouvert une salle à tous ceux qui veulent monter un spectacle. Tous les soirs.

Café-Théâtre de la Graine. Un spectacle particulier chaque lundi soir.

La Péna, 12 rue du Docteur Lacroix. Librairie qui accueille surtout de la musique sud-américaine.

Théâtre des Ateliers. Théâtre mais aussi de la musique très souvent.

Hot-Club, 5 rue de la Fromagerie. Club de Jazz, tous les soirs.

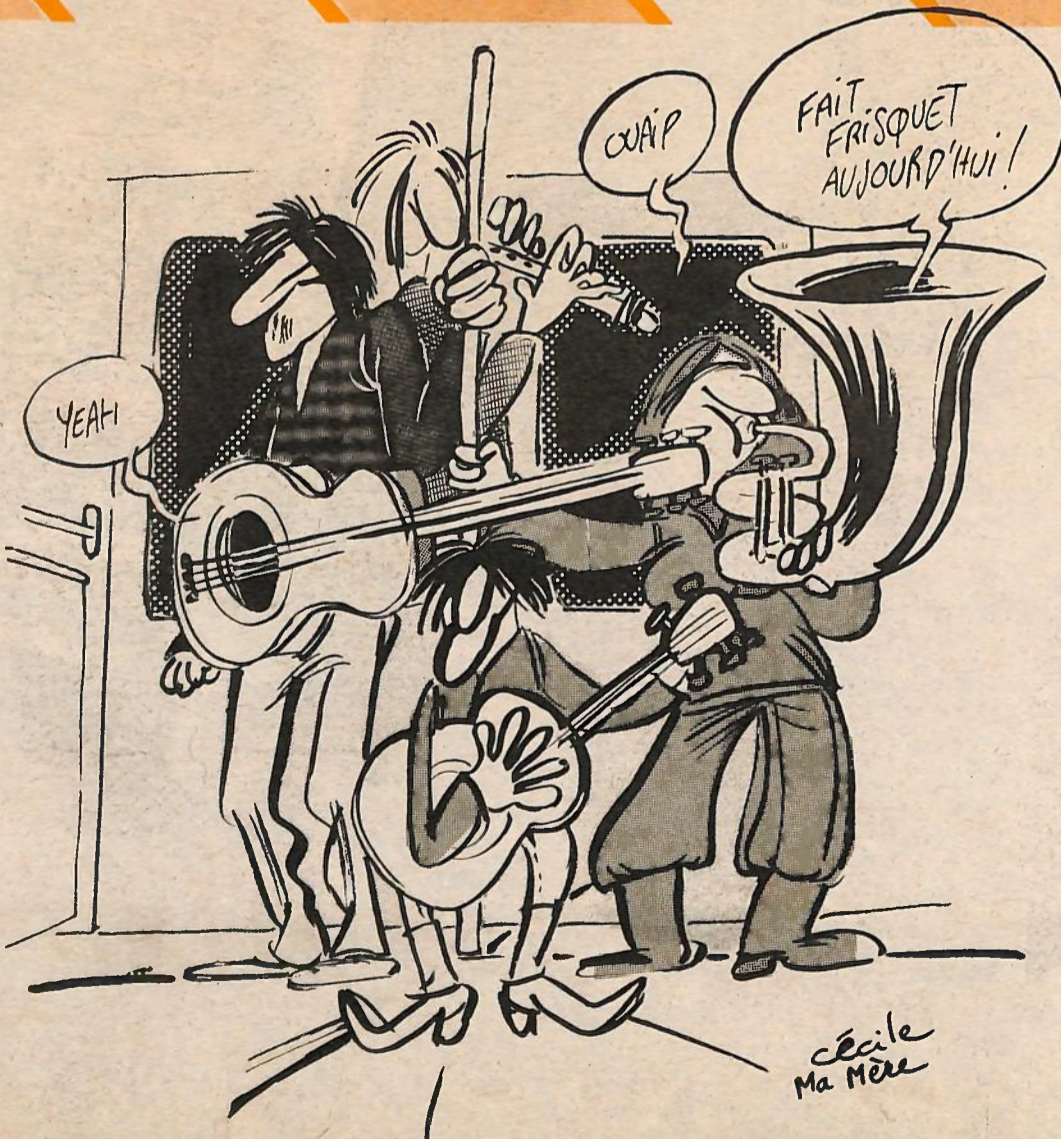
Le Fondu Enchaîné, place Chardonneret. C'est un appartement aménagé en cinéma. Ambiance garantie.

Eldorado. Dans un ancien ciné, une compagnie théâtrale et une association organisent en permanence des spectacles de musique et théâtre.

La NTE (école de travaux publics) à Vaulx en Velin organise des concerts de tous styles très régulièrement.

Les folk-clubs principaux sont à Ménival, en banlieue et à l'INSA, à la Fac.

A part ça, il y a un petit «**Lyon Poche**» qui chaque semaine donne le détail des spectacles, événements et films au programme à Lyon. En vente en kiosque.



Cécile Ma Mère

Qu'est-ce qui survient? L'écologie, ou un engagement politique ça a pu être, c'est encore pour beaucoup, un comportement, une attitude de choix conscients par rapport aux deux pôles du quotidien. Parmi ceux-ci, le rapport à la nourriture, avec ce qu'il implique de dépendance ou non vis à vis des lieux distributeurs, d'acceptation ou non d'un pillage du tiers-monde faisant des pays occidentaux des sociétés-assistants, est un terrain de recherche privilégié. Dans ce contexte, les coopératives de distribution, les producteurs, les artisans, certains distributeurs, jouent un rôle de premier plan.

Depuis déjà quatre ans, ceux-ci avaient pris l'habitude, ainsi que diverses associations de lutte et quelques organes de presse de se réunir au salon *Marjolaine*, organisé par O.L.P. pour *Nature et Progrès*... Les militants, les sympathisants (et puis aussi les consommateurs en mal de «naturels») semblaient y trouver d'une certaine manière leur compte, tant on est habitué à trouver tout bien niché dans des «salons», des «semaines des», des «marchés du»...

Et puis *Marjolaine* a tout de même fini par apparaître comme une vaste foire commerciale, Arts Ménagers du Mieux Vivre où on venait moins chercher des moyens de changer la vie que ceux d'un certain confort à la mode, relativement coûteux au demeurant. Par ailleurs, il était bien difficile de participer comme exposant sans une trésorerie extrêmement solide, souvent incompatible avec une véritable recherche militante. C'est pourquoi, avec les réseaux *Ecovie*, de nombreuses associations s'étaient regroupées depuis deux ans pour utiliser, au cœur de *Marjolaine*, le cheval de Troie d'un espace commun plus facile à financer et à animer collectivement... Cette convivialité n'était hélas pas du goût des exposants-commerçants, enfermés dans la problématique du «toutes taxes comprises», des patentes à payer, des charges sociales et de la «libre» concurrence. Ils firent leur possible (pétitions, pétitions) pour écarter les gêneurs.

Sans accentuer une censure avec *Nature et Progrès* dont ils ne se désolidarisent pas pour autant, de nombreux groupes ont répondu cette année à la gageure lancée par *Paris Action Femmes*: créer, en dix jours, sans budget, dans les 3 000 m² prêtés par le Cheval de Troie (163 rue du Chevaleret, sous les pieds de *La Guilde Ouverte*), une réponse au chantage et un outil efficace de rencontre et d'action. Les Chantiers de la Vie. Ils se présentent eux-mêmes ainsi:

«D'emblée, nous voilà bien loin d'un salon. Ce n'est plus l'autopsie de stands artificiels qu'on nous propose, mais la participation à la vie en chantier constant.

Vie des petits agriculteurs de Provence, des Cévennes, de Bretagne; des Ecoops de la Côte d'Azur, de Villiers le Bel, du Mans.

Vie de la Fédération Française des radios libres; des immigrés indésirés et des minorités indésirables; des Khmers verts et de la famille Dambala; du Québec en germination, de la Belgique flamboyante, de l'Italie piaffante.

Vie du yoga, du Tai Chi Chuan, de l'aïkido, du Kung FU et du Kung fu tsé; des plantes qui nous font vivre; des plantes qui nous sauvent; des plantes qui nous servent.

Vie des ateliers sauvages pour jeunes de tous âges; vie des énergies autres que nous ne savons pas exploiter, au nom desquelles on nous exploite.

Vie des femmes, hommes à part entière; des minorités sexuelles qui baissent (parfois) mais qui pensent (toujours); des mineurs en lutte qui n'acceptent plus le baillon des enfants (en latin: non parlants).

Vie de *La Guilde Ouverte* coincée entre la survie et l'indifférence; vie des artisans qui refusent le ghetto de l'artiste ou le bagne de l'ouvrier.

Vie de Vert Monde, de ses stages sur la remise en question pragmatique des besoins, des moyens, des partages; vie des syndicats de l'impossible; des quartiers asphyxiés, des campagnes exsangues; vie des Bercy condamnés.

Vie des survivus aux Golfech, Plogoff et autres Malville.

Vie des anciens combattants de mai 68.

Vie des énergies dont on ne meurt pas.

Vie des luttes pour la vie de tous les condamnés.

Vie du petit vaisseau-planète, sans patron, sans cloison.

Vie d'un re-tour, retour à la vie.

Afin que le caractère complémentaire de cette action soit bien marqué, nous avons maintenu les mêmes dates que *Marjolaine 80*. Mais pour ne pas pénaliser les milliers de visiteurs qui se sentiraient tirillés entre les deux, nous leur offrons: un nocturne chaque soir leur permettant de profiter de toute la journée à la Bastille (où se tient *Marjolaine*) la gratuité d'entrée rue du Chevaleret à tout porteur d'un ticket *Marjolaine 80*; une navette constante Bastille-Cheval de Troie, facilitant la liaison aux piétons et aux personnes pressées et moins familiarisées avec la circulation parisienne.

Un espace est réservé par ailleurs à *Marjolaine 80* pour y distribuer éventuellement des tracts, informer sur les conférences qui s'y donnent et proposer une documentation sur *Nature et Progrès* et l'agro-biologie.

La Guilde Ouverte, dans la mesure de ses possibilités et du peu de temps dont disposent ses protagonistes, est partie prenante des Chantiers de la Vie... sans pour autant se désintéresser du salon *Marjolaine* où nous tenterons de voir s'il arrive au pire de côtoyer un certain meilleur...

Isabelle Cabut

qui a peur des écoops?

Depuis trois ans, l'écologie du quotidien s'est enfin trouvée une formule juridique qui la mette à l'abri des tracasseries administratives, sans céder aux tentations idéologiques ou hiérarchiques.

Une écoop est une coopérative non pas de production, de consommation ou de prestation quelconque mais de vie écologique. Utilisée par 94 000 familles en France, présente dans une dizaine de pays, cette formule a servi à constituer des réseaux autogérés adaptés aux réalités de multiples alternatives... sans se prétendre pour autant le seul outil indispensable aux hypothèses de vie.

Mais voilà : c'est un mouvement qui fait peur à certains; un instrument

pratique et cohérent qui permet de commencer tout de suite à changer la vie, cela inquiète. Et c'est avec une belle régularité que pleuvent les attaques, les campagnes de dénigrement, les tracasseries financières, les plaintes anonymes (!) aux administrations, les tentatives d'intimidation, les pressions, les manœuvres commerciales, les tentations, les violences physiques, les chantages, les abus de confiance, les effractions et les procédures judiciaires.

Si ces menées, manifestement concertées, n'ont pas réussi à endiguer la vague même se demander : on peut quand écoops ? Un dossier que nous ouvrirons avec *Ecovie* dès la semaine prochaine.

au menu

Selon les bureaucrates de la faim dans le monde, plus de 30 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent, chaque année, d'indus-gestion : c'est à dire de sous-alimentation due à la gestion industrielle de la planète. Plus prosaïquement, ils meurent de faim.

Depuis quelques années, *Vert-Monde* organise une grève de la faim à chaque saison, pour éviter d'oublier trop facilement que le massacre des députés continuel. Cette année, deux députés européens ont déclenché une campagne de sous-alimentation volontaire «pour ne pas être complices du silence» (voir GO de la semaine passée). En solidarité avec cette action, *Vert-Monde* rassemble une centaine de sympathisants à Terre Nouvelle à partir du 13 mars pour entamer une grève intégrale de 7 jours : ni liquide, ni suspension d'activité.

Des milliers d'autres grévistes se joindront à cette chaîne de «prise de conscience par le ventre» selon plusieurs modalités :

- soit, sur une longue période, en n'absorbant qu'une ration calorifique minimale comme ceux qui ont déjà répondu à l'appel de *Bonino* et *Pannella*
- soit, en se joignant au jeune intégral des grévistes de *Vert-Monde* pendant un ou plusieurs jours au Cheval de 3;
- soit en appuyant par sa présence et un jeune partiel (en buvant) ou ponctuel, les autres grévistes qui constitueront une chaîne ininterrompue de participation à la faim.

D'abord, s'éveiller puis établir la cohérence entre la tête, le cœur, l'estomac...

Enfin, intervenir auprès des irresponsables
...agir à partir de son milieu
...vivre au rythme des affamés, plutôt qu'à celui des affameurs.
Tu viens ou tu viens pas ?